



Treaty Series

*Treaties and international agreements
registered
or filed and recorded
with the Secretariat of the United Nations*

VOLUME 2375

2006

I. No. 42852
Annexes A, B, C

Recueil des Traités

*Traités et accords internationaux
enregistrés
ou classés et inscrits au répertoire
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*

UNITED NATIONS • NATIONS UNIES



Treaty Series

*Treaties and international agreements
registered
or filed and recorded
with the Secretariat of the United Nations*

VOLUME 2375

Recueil des Traités

*Traités et accords internationaux
enregistrés
ou classés et inscrits au répertoire
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*

United Nations • Nations Unies
New York, 2010

Copyright © United Nations 2010
All rights reserved
Manufactured in the United States of America

Copyright © Nations Unies 2010
tous droits réservés
Imprimé aux États-Unis d'Amérique

TABLE OF CONTENTS

I

*Treaties and international agreements
registered in June 2006
No.42852*

No. 42852. France, Federal Republic of Germany and Luxembourg:

Convention between the French Republic, the Federal Republic of Germany and the Grand Duchy of Luxembourg on the canalization of the Moselle (with annexes, exchanges of letters and attachment). Luxembourg, 27 October 1956	3
---	---

ANNEX A

*Ratifications, accessions, subsequent agreements, etc.,
concerning treaties and international agreements
registered in June 2006 with the Secretariat of the United Nations*

1963. Multilateral:

International Plant Protection Convention. Rome, 6 December 1951	
International Plant Protection Convention (new revised text). Rome, 17 November 1997	
Adherence: Nepal	125
Adherence: Myanmar	125

2139. Multilateral:

International Convention to facilitate the crossing of frontiers for goods carried by rail. Geneva, 10 January 1952	
Accession: Armenia	126

2798. United States of America and Canada:

Exchange of notes constituting an agreement between the United States of America and Canada relating to the assignment of television frequency channels along the United States-Canadian border. Ottawa, 23 April 1952 and 23 June 1952	
Termination:	127

No. 42852

France, Federal Republic of Germany and Luxembourg

Convention between the French Republic, the Federal Republic of Germany and the Grand Duchy of Luxembourg on the canalization of the Moselle (with annexes, exchanges of letters and attachment). Luxembourg, 27 October 1956

Entry into force: *31 December 1956 by the exchange of instruments of ratification, in accordance with article 62*

Authentic texts: *French and German*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 1 June 2006*

France, République fédérale d'Allemagne et Luxembourg

Convention entre la République française, la République fédérale d'Allemagne et le Grand-Duché de Luxembourg au sujet de la canalisation de la Moselle (avec annexes, échanges de lettres et pièce jointe). Luxembourg, 27 octobre 1956

Entrée en vigueur : *31 décembre 1956 par échange des instruments de ratification, conformément à l'article 62*

Textes authentiques : *français et allemand*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 1er juin 2006*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, LA RÉPUBLIQUE
FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ET LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEM-
BOURG AU SUJET DE LA CANALISATION DE LA MOSELLE

Le Président de la République française,
Le Président de la République fédérale d'Allemagne,
Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg,

Ont décidé de conclure une Convention au sujet de l'aménagement de la Moselle pour la grande navigation entre Thionville et Coblenz et ont désigné à cette fin pour plénipotentiaire :

Le Président de la République française :

Monsieur Christian Pineau, Ministre des Affaires Étrangères,

Le Président de la République fédérale d'Allemagne :

Monsieur Heinrich von Brentano, Ministre des Affaires Étrangères,

Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg :

Monsieur Joseph Bech, Président du Gouvernement, Ministre des Affaires Étrangères,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions qui suivent :

CHAPITRE I. RÉALISATION DE L'AMÉNAGEMENT DE LA MOSELLE ET ENTRETIEN DE LA
MOSELLE CANALISÉE - UTILISATION DE L'ÉNERGIE HYDRO-ÉLECTRIQUE

Article 1

(1) Les États contractants, conformément aux dispositions ci-dessous, agiront en commun pour rendre accessible aux bateaux de 1.500 tonnes le cours de la Moselle entre Thionville et Coblenz.

(2) La description des travaux à accomplir en exécution de la présente Convention ainsi que leur délimitation par rapport aux travaux relatifs aux centrales électriques font l'objet de l'annexe I de la présente Convention.

(3) Les travaux doivent tenir compte des besoins de l'électricité, de l'agriculture, de la pêche, de l'hydrologie et du tourisme. Ils doivent être accomplis de manière à respecter, dans toute la mesure du possible, l'harmonie des sites.

Article 2

(1) Pour la réalisation de l'aménagement défini à l'article 1, une étroite collaboration s'établira entre les Services nationaux de Navigation, chacun pour leur secteur respectif, et la Société faisant l'objet du chapitre II. Les conditions de cette collaboration, qui devra

s'établir aux moindres frais, tant pour la Société que pour les Services nationaux de Navigation, sont définies comme suit :

(2) Les Services de Navigation établiront les projets, acquerront les terrains nécessaires, mèneront à bien les enquêtes publiques et les procédures d'expropriation, procéderont aux appels à la concurrence pour les travaux et les fournitures et examineront les offres reçues, passeront les marchés et veilleront à leur bonne exécution en tenant compte des modifications qui pourraient devenir nécessaires, recevront les ouvrages terminés, suivront les procédures arbitrales et les actions contentieuses, et, d'une façon générale, prendront toutes les mesures qui s'avéreraient nécessaires pour la réalisation de l'Entreprise. Ils devront tenir compte de la compétence de la Société telle qu'elle est définie ci-dessous :

(3) La Société :

a) arrêtera, sur proposition des Services de Navigation et compte tenu de ses disponibilités financières, les programmes des travaux et les moyens financiers nécessaires chaque année pour leur exécution; elle se procurera les fonds et mettra les Services de Navigation en possession de ceux qui leur seront nécessaires;

b) approuvera les marchés et les engagements relatifs à d'autres obligations pour autant qu'elle n'aura pas donné à ce sujet des autorisations générales ou particulières aux Services de Navigation;

c) examinera toutes les pièces de dépenses présentées par les Services de Navigation et procédera aux paiements pour autant qu'elle n'aura pas donné aux Services de Navigation compétence pour des paiements directs, quand il s'agira de la conduite des travaux, de travaux en régie, de travaux et de fournitures revenant à intervalles réguliers ou d'une importance réduite. Dans ce cas, la Société mettra globalement à leur disposition les fonds nécessaires. Elle pourra faire appel à leur concours pour l'accomplissement des tâches qui lui incomberont au point de vue comptable.

(4) La Société est habilitée à se faire donner par les agents compétents des Services de Navigation, notamment sur pièces et sur place, tous renseignements et documents sur l'avancement des projets et la marche des travaux.

(5) En outre, les Services de Navigation devront obtenir l'accord de la Société sur :

a) l'ensemble du projet,
b) les projets particuliers de chacun des ouvrages,
c) l'achat ou l'occupation temporaire des terrains,
d) les dossiers-type d'appel à la concurrence et, dans la mesure jugée nécessaire par la Société, les dossiers de dérogations, les procédures d'appel à la concurrence ainsi que, éventuellement, la liste des entrepreneurs ou fournisseurs à consulter,

e) les modifications importantes au projet qui se révéleraient nécessaires au cours des travaux.

(6) Les représentants de la Société précéderont en commun avec ceux des Services de Navigation à la réception des ouvrages.

(7) La Société sera tenue au courant des actions arbitrales et contentieuses et elle y participera dans les cas mettant en jeu des questions fondamentales ou comportant des incidences financières importantes.

(8) Les détails de la collaboration entre les Services de Navigation et la Société feront l'objet d'accords particuliers entre la Société et chacune des Administrations intéressées. Les États contractants useront de leur influence pour que les accords interviennent aussitôt que possible après la constitution de la Société.

Article 3

(1) Les Services de Navigation des États contractants, dans le cadre des travaux qui leur ont été confiés, acquerront, aux frais de la Société et au profit de l'État dont ils relèvent, les terrains et les droits relatifs à ces terrains qui, en dehors du lit de la Moselle, sont nécessaires au projet de construction. Dans la mesure où des expropriations sont nécessaires, elles seront accomplies par les États contractants, chacun en ce qui concerne son territoire.

(2) Les Services de Navigation autoriseront sans dédommagement spécial l'exécution des travaux sur les terrains gérés par eux et bordant la Moselle ainsi que la submersion de ces terrains gérés par eux et bordant la Moselle ainsi que la submersion de ces terrains.

(3) Les États contractants déclarent les travaux de la canalisation de la Moselle d'utilité publique et urgents.

(4) Les matériaux nécessaires aux travaux seront extraits sans redevance dans les dépendances du domaine public de la Moselle placées sous l'autorité des Services de Navigation visés à l'article 2, sous réserve des autorisations qui seront délivrées par les dits Services.

Article 4

Les projets devront être établis et les travaux réalisés dans les délais les plus réduits.

Article 5

Pour la passation des marchés, il sera procédé, en règle générale, à des appels à la concurrence, selon les procédures appliquées par chacune des Administrations intéressées. Il sera fait appel aux entreprises des États contractants, sans préjudice des droits accordés à des pays tiers en vertu des Conventions internationales existantes. Il sera donné suite aux offres qui apparaîtront les plus acceptables des points de vue technique et économique. En tenant compte de ces conditions, les travaux et commandes devront être, autant que possible, répartis entre les entreprises des États contractants en vue de permettre à ces derniers de faire des économies de devises.

Article 6

Après l'exécution de la voie navigable et dans les conditions financières définies à l'article 19 ci-dessous, chacun des États contractants exploitera, entretiendra et renouvellera la partie située sur son territoire, de manière à ce qu'elle réponde à toute époque aux dispositions de l'article 1 ci-dessus.

Article 7

La construction des centrales et l'utilisation de l'énergie hydro-électrique de la Moselle sont réservées à chacun des États contractants sur son territoire.

CHAPITRE II. LA SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE LA MOSELLE,

Article 8

Les États contractants sont convenue de confier à une Société, dénommée “Société Internationale de la Moselle” et désignée ci-après par les mots “la Société”, le financement des travaux prévus à l'article 1 et les tâches définies à l'article 2.

Article 9

(1) La Société sera une société à responsabilité limitée de droit allemand (G.m.b.H.). Le régime de la Société est défini par les dispositions de la présente Convention, par ses statuts et, subsidiairement, par les dispositions de la loi allemande relative aux G.m.b.H.

(2) Dans le cas où, postérieurement à l'entrée en vigueur de la présente Convention, des modifications seraient apportées aux lois allemandes sur les sociétés qui porteraient atteinte aux droits des associés, le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne prendrait toutes mesures pour sauvegarder ces droits.

(3) Les statuts de la Société sont annexés à la présente Convention (annexe II). Les statuts peuvent être modifiés par décision unanime de l'Assemblée Générale.

Article 10

(1) Les associés sont la République Fédérale d'Allemagne, la République Française, et le Grand-Duché de Luxembourg. Les collectivités régionales et locales peuvent également être associés.

(2) Le capital social de la Société s'élèvera à 102 millions de DM, dont 50 millions seront apportés par les associés allemands, 50 millions par les associés français et 2 millions par les associés luxembourgeois. La demande d'inscription au Registre du Commerce allemand pourra être effectuée dès que chaque associé aura versé 1/20ème de son apport. La Société sera valablement constituée après cette inscription.

Article 11

La Société devra être constituée le plus tôt possible et au plus tard dans le mois qui suivra l'entrée en vigueur de la Convention.

Article 12

La gérance de la Société se compose d'un gérant allemand et d'un gérant français.

Article 13

Le Conseil de Surveillance de la Société élit chaque année dans son sein un Président et deux Vice-Présidents.

Le Président et le premier Vice-Président seront de nationalité différente et alternativement, chaque année, français et allemand. Le second Vice-Président sera luxembourgeois.

Article 14

Les États contractants se consulteront, au plus tard lors de l'ouverture de la Moselle à la grande navigation entre Thionville et Coblenze, pour déterminer les modifications qui doivent être apportées à la Société après l'achèvement des travaux.

CHAPITRE III. FINANCEMENT

Article 15

(1) Les États contractants s'engagent à mettre à la disposition de la Société en temps opportun, par les moyens prévus à l'article 17, les sommes lui permettant de réaliser son objet.

(2) Le montant de l'investissement au niveau des prix d'août 1955 est évalué à 370 millions de DM. Sont notamment comprises dans le montant de l'investissement les dépenses courantes de la Société pendant la période de construction, les dépenses relatives à l'établissement des plans, à la préparation des projets, à la surveillance et au règlement des travaux, ainsi que les dépenses réelles d'exploitation, d'entretien et de renouvellement des ouvrages pendant la période comprise entre leur réception et le premier voyage commercial entre Coblenze et Thionville, même si ces tâches étaient effectuées par les Services de Navigation des États contractants. Sont exclues du coût de l'investissement les dépenses courantes des Services de Navigation, y compris celles qui résulteront de l'emploi d'agents permanents des Services de Navigation pour l'exécution du projet. Les recettes de péage afférent éventuellement à la période antérieure au premier voyage commercial entre Coblenze et Thionville seront portées au crédit du compte d'investissement.

(3) Les participations allemande, française et luxembourgeoise s'élèveront respectivement, sur la base de l'évaluation mentionnée au paragraphe (2), à 120 millions, 248 millions et 2 millions de DM. Les dépenses excédant 370 millions de DM seront couvertes par des versements supplémentaires allemands et français dans la proportion de 120 à 250.

Article 16

Les participations de la République Fédérale d'Allemagne et de la République Française pour les objets autres que la navigation sont constituées par les contributions non remboursables, ci-après :

République Fédérale d'Allemagne : 70 millions de DM

République Française :

10 millions de DM

Article 17

(1) Les États contractants s'acquitteront de leurs obligations financières prévues à l'article 15 :

a) par leurs souscriptions au capital social prévue à l'article 10 (rémunérées et amortissables conformément aux dispositions des articles 20 et 50),

b) par les contributions prévues à l'article 16,

c) par des prêts à la Société (portant intérêt et amortissables conformément aux dispositions des articles 20 et 50),

d) éventuellement en garantissant des emprunts émis par la Société. Les sommes nécessaires au service de l'intérêt et à l'amortissement de ces emprunts seront, en temps opportun et en monnaie convenable, mise à la disposition de la Société par l'État garant. La Société et ses associés, à l'exception de l'État garant, ne pourront du fait de ces emprunts être astreints à des obligations financières dépassant celles résultant de la présente Convention.

(2) Jusqu'à l'entrée en vigueur du mécanisme prévu à l'article 50, chaque État contractant, conservera à sa charge la rémunération des capitaux investis et, éventuellement, des prêts garantis par lui conformément au paragraphe (1).

Article 18

(1) Les États contractants mettront à la disposition de la Société, sur sa demande, au fur et à mesure de ses besoins, les fonds nécessaires dans l'ordre suivant :

a) En premier lieu, la Société appellera le capital social, par tranches proportionnelles à la participation de chaque associé,

b) Une fois le capital entièrement utilisé et jusqu'à un montant total de l'investissement de 370 millions de DM, la Société appellera les contributions non remboursables et les prêts français, jusqu'à concurrence de 198 millions de DM et les contributions non remboursables allemandes jusqu'à concurrence de 70 millions de DM dans le rapport de 198 à 70. Il est précisé que, jusqu'à concurrence de 10 millions, les versements français correspondant à la contribution non remboursable de la République Française définie à l'article 16 et que les versements ultérieurs correspondent à des prêts.

c) Si le montant total de l'investissement dépasse 370 millions de DM, chaque versement supplémentaire allemand et français interviendra dans la proportion de 120 à 250.

(2) Les sommes provenant éventuellement des emprunts mentionnés à l'article 17 d) interviendront au lieu et place des versements de l'État garant.

(3) En cas de retard dans les versements, l'État responsable supportera tous les frais qui pourraient en résulter pour la Société, sans préjudice des obligations qui incombent à cet État conformément aux paragraphes précédents.

Article 19

(1) Sur la masse des péages remis à la Société conformément aux dispositions de l'article 26, la Société prélèvera les sommes nécessaires pour couvrir les dépenses suivantes et dans l'ordre ci-dessous :

- a) Frais effectifs de perception des péages,
- b) Frais effectifs de fonctionnement de la Société,
- c) Frais effectifs de personnel des écluses ainsi que des barrages qui ne se trouveraient pas à proximité des écluses,

d) Annuité d'entretien et de renouvellement fixés forfaitairement à 1.900.000 DM (valeur 1er août 1955). Les sommes correspondant à cette annuité d'entretien et de renouvellement seront réparties entre les États selon le nombre de kilomètres de rive intéressés par la canalisation, à savoir:

République Fédérale d'Allemagne :	$\frac{448}{540}$
République Française :	$\frac{55}{540}$
Grand-Duché de Luxembourg :	$\frac{37}{540}$

les sommes forfaitaires qui résultent de ce calcul varieront respectivement pour chaque année avec l'indice moyen pour l'année considérée du coût, de la construction de chacun des États intéressés.

(2) Au cas où la masse des péage perçus pendant une année ne serait pas suffisante pour faire face aux prélèvements visés au paragraphe (1), les sommes nécessaires pour compléter les dotations de cette année seront prélevées par priorité sur la masse des péages perçus au cours des années ultérieures.

(3) Les dispositions du paragraphe (2) s'appliqueront aux dépenses prévues au paragraphe (1) afférentes à la période comprise entre le premier voyage commercial (article 50, paragraphe 1) et le 31 décembre de la même année.

Article 20

(1) Les recettes de péages, pour autant qu'elles dépasseront les sommes nécessaires aux objets prévus à l'article 19, seront affectées par les soins de la Société aux objets suivants et dans l'ordre ci-après :

- a) Paiement des intérêts sur les emprunts non encore remboursés au taux annuel de 5 %,
- b) Remboursement des emprunts sur la base d'une annuité constante, intérêts compris, de 5,5 % de leur montant total,
- c) Rémunération du capital social au taux annuel de 3 %,
- d) Remboursement des emprunts jusqu'à leur complet amortissement,
- e) Remboursement du capital social.

(2) Au cas où les prestations prévues au paragraphe (1) ne pourraient être effectuées ou ne pourraient l'être que partiellement, le paiement des intérêts prévus au paragraphe 1 a), des annuités prévues au paragraphe 1 b) et de la rémunération du capital prévue au paragraphe 1 c) serait différé jusqu'à ce que la Société dispose des recettes de péages nécessaires.

Article 21

Après l'ouverture de la voie navigable, la Société constituera une provision dont le montant pourra atteindre une somme égale à ses frais annuels de fonctionnement. Les sommes nécessaires à la constitution de cette provision seront également prélevées sur la masse des péages.

CHAPITRE IV. PÉAGES

Article 22

Les principes relatifs aux péages seront les suivants :

a) sur la Moselle, entre Thionville et Coblenze, les taux de péage par tonne/kilomètre pour chaque nature de marchandise et les pourcentages de recettes provenant des tarifs d'exception par rapport aux recettes totales seront du même ordre de grandeur que sur le Main et le Neckar, compte tenu des caractéristiques économiques du trafic; par ailleurs, la structure des tarifs et leurs conditions d'application seront les mêmes,

b) conformément aux déclarations du Gouvernement Fédéral, les variations des péages susceptibles d'intervenir sur le Main et sur le Neckar :

-- d'une part, maintiendront les péages applicables à la classe VI et à la classe I dans un rapport pouvant varier entre 1/2 et 1/4,

-- d'autre part, maintiendront un échelonnement aussi régulier que possible entre les péages des classes successives. Les dérogations éventuelles ne dépasseront pas 10 % des taux résultant normalement de l'application de cette règle,

-- enfin, ne comporteront, pour les tarifs d'exception, que des réductions par rapport aux tarifs normaux de la classe correspondante ne dépassant pas 50 %,

c) sur la Moselle, les tarifs sur la circulation des passagers seront du même ordre de grandeur que sur le Main et sur le Neckar.

Article 23

Les tarifs de base valeur 1er juillet 1956 afférents à la Moselle entre Thionville et Coblenze (confluent avec le Rhin) sont fixés comme suit par tonne/kilomètre :

1. Tarifs normaux

Classe I	0,90 Dpf
Classe II	0,80 Dpf
Classe III	0,65 Dpf
Classe IV	0,50 Dpf
Classe V	0,40 Dpf
Classe VI	0,275 Dpf

2. Tarifs d'exception

a) Classe V

Gypse, plâtre (326)	0,325 Dpf
Pierres (750 - 754)	0,20 Dpf
Ciment (830)	0,285 Dpf

b) Classe VI

Dims (en sables ou graviers) (224, 227)	0,225 Dpf
Torres, graviers, sables (223 - 227)	0,20 Dpf
Minerais et résidus (233 - 243)	0,20 Dpf
Bois de mines (380)	0,175 Dpf
Engrais (112)	0,20 Dpf
Combustibles minéraux solides (82, 83, 464 - 466, 758, 759)	0,25 Dpf
Argile (781)	0,25 Dpf
Sel (684)	0,225 Dpf
Laitiers et scories (704 - 708)	0,25 Dpf
Ferrailles (717)	0,20 Dpf
Gravillons et matériaux d'empierrement (755)	0,20 Dpf

La répartition des marchandises entre les six classes sera conforme au :

“Tableau en six classes des marchandises pour les tarifs de péages relatifs à la navigation et au flottage sur les voies d'eau de la République Fédérale”, en vigueur au 1er juillet 1956. (Sechsklassiges Guterverzeichnis zu den Tarifen für die Schifffahrt- und Flössereibgaben auf den Bundes-wasserstrassen).

Article 24

(1) La mise en vigueur des tarifs d'application marchandises coïncidera avec l'ouverture à la grande navigation de la Moselle canalisée, en amont du bief de Coblenze qui entraînera la suppression des péages spéciaux à l'écluse de Coblenze.

Pour déterminer les tarifs d'application on relèvera, pour l'année précédant la date de mise en vigueur et pour chacune des catégories I à VI (marchandises payant le tarif normal ou un tarif d'exception) :

- a) le montant des péages perçus sur le Main en aval d'Aschaffenburg P
- b) le montant des péages perçus sur le Neckar P
- c) le nombre de tonnes/ kilomètres correspondant au trafic de marchandises sur le Main, en aval d'Aschaffenburg TK
- d) le nombre de tonnes/kilomètres correspondant au trafic marchandises sur le Neckar tk

et l'on effectuera pour chaque catégorie, le rapport :

$$\frac{P + p}{TK + tk} = R$$

Les rapports RI, R II, R III, etc ... ainsi obtenus seront comparés aux mêmes rapports r I, r II, r III, etc... pour l'année 1955 dont les valeurs sont respectivement les suivants :

r I	=	0,896 Pf/Tkm
r II	=	0,756 -
r III	=	0,634 -
r IV	=	0,500 -
r V	=	0,377 -
r VI	=	0,237 -

Si le rapport R/r est pour une catégorie inférieur à 0,90 ou supérieur à 1,10, les tarifs d'application des péages de la Moselle seront pour les marchandises de cette catégorie (tarif normal et tarif d'exception) égaux aux tarifs de base faisant l'objet de l'article 23 ci-dessus, multipliés respectivement par l'un des coefficients :

$$\frac{R I}{r I}, \frac{R II}{r II}, \frac{R III}{r III}, \text{ etc...}$$

(2) Les tarifs d'application pourront être modifiés au 1er juillet de chaque année (N) en effectuant le calcul pour l'année N - 1 par rapport à l'année N - 2 des coefficients - et en procédant de la même façon qu'à l'époque de la mise en vigueur.

(3) Les tarifs d'application des péages pourront dans tous les cas, à toute époque, faire l'objet de modifications par accord des 3 gouvernements des États contractants. Un tel accord devra intervenir lorsqu'il y aura lieu d'appliquer l'article 38 ci-après.

Article 25

(1) La perception des péages sera faite par les États contractants de la manière la plus commode pour la navigation.

(2) Le règlement s'effectuera en une seule fois dans la monnaie du pays de la première écluse rencontrée. Si la première écluse rencontrée appartient à un ouvrage s'appuyant sur le territoire de deux États, l'utilisateur pourra choisir la monnaie d'un de ces deux États.

Article 26

La masse des péages perçus au cours d'une année sera remise à la Société et répartie par ses soins, au plus tard le 1er mars de l'année suivante, conformément aux dispositions des articles 19 et 20.

Article 27

Seront exempts de péages :

- a) les transports effectués entre deux écluses successives,
- b) les transports effectués dans des petits bateaux de tonnage inférieur à 15 tonnes,
- c) les transports effectués dans l'intérêt de la construction et de l'entretien du chenal ou des ouvrages de navigation.

CHAPITRE V. RÉGIME DE LA NAVIGATION ET COMMISSION DE LA MOSELLE

A. Régime de la navigation

Article 28

Les dispositions qui suivent s'appliquent aux transports trans-frontières, sur la Moselle, depuis son confluent avec le Rhin jusqu'à Metz.

Article 29

(1) Dans le cadre du trafic international, tel qu'il est défini à l'article 28 ci-dessus, la navigation sur la Moselle, soit en descendant, soit en montant, sera libre aux bâtiments de toutes les nations pour le remorquage et le transport des marchandises et des personnes, à la condition de se conformer aux stipulations contenues dans la présente Convention et aux mesures prescrites pour le maintien de la sécurité générale ainsi qu'aux dispositions que les États contractants pourraient être amenés à prendre d'un commun accord.

(2) Les ports et les installations de manutention publics, ou ayant des servitudes d'usage public, sur le cours de la Moselle visé à l'article 28, seront mis à la disposition des navigateurs dans des conditions identiques, quelle que soit la nationalité de ceux-ci.

Article 30

Dans le cas où le régime actuel du Rhin serait modifié, les États contractants se consulteraient en vue d'étendre à la Moselle, le nouveau régime applicable au Rhin, avec éventuellement, les adaptations convenables.

Article 31

Le régime douanier applicable à la navigation sur la Moselle sera déterminé par les règles suivantes :

1) Seront applicables mutatis mutandis :

a) les dispositions douanières de la Convention révisée signée à Mannheim, le 17 octobre 1868 pour la Navigation du Rhin, y compris les modifications et les amendements apportés ultérieurement;

b) Les dispositions du règlement relatif à la clôture douanière des bateaux du Rhin;

c) les dispositions de l'accord entre les États riverains du Rhin et la Belgique du 15 mai 1952, relatif au régime douanier et fiscal du gas-oil consommé comme ravitaillement de bord dans la navigation rhénane; l'application mutatis mutandis des dispositions de cet accord, en ce qui concerne la Moselle, peut être dénoncée par chacun des États contractants dans les conditions énoncées dans l'article 6 dudit accord.

2) Au cas où les dispositions sus-mentionnées auraient subi ou subiraient des modifications après la date du 1er janvier 1956, l'application à la Moselle des dispositions ainsi modifiées sera subordonnée à l'accord de la Commission de la Moselle visée dans le chapitre V, B).

3) Les États contractants autoriseront le plus large emploi possible dans le ressort de la Moselle des documents douaniers conformes à ceux qui sont employés pour la navigation du Rhin.

Article 32

(1) Les règlements applicables sur le Rhin au 1er janvier 1956 et concernant les passeports, la police, la santé, la sécurité sociale, la visite des bateaux et le minimum d'équipage, seront applicables sur la Moselle sous réserve des modifications et adaptations qui seront décidées par la Commission de la Moselle.

(2) Les modifications qui ont été ou seront apportées après le 1er janvier 1956 aux règlements du Rhin visés au paragraphe (1) ne pourront être étendues à la Moselle qu'après décision de la Commission de la Moselle fixant, le cas échéant, les modalités d'extension qui tiendront compte des particularités de la Moselle.

(3) Ces modalités devront également faciliter le trafic local effectué par des bateaux de moins de 400 tonnes.

Article 33

(1) Il n'y aura sur la Moselle aucun service de pilotage obligatoire.

(2) Les conditions de délivrance des patentes de bateliers seront déterminées par la Commission de la Moselle. Sauf décision contraire de ladite Commission, les patentes de bateliers du Rhin seront valables sur la Moselle.

Article 34

(1) Il sera établi dans les localités convenables situées sur la Moselle ou à proximité de la rivière, et dans la mesure où chaque Gouvernement le jugera nécessaire, des tribunaux chargés de connaître des affaires mentionnées à l'article 35 ci-dessous.

(2) Les trois Gouvernements se communiqueront réciproquement les informations relatives à l'établissement sur leur territoire des tribunaux pour la navigation de la Moselle, ainsi que les changements qui seraient apportés dans le nombre, le siège et la compétence de ces tribunaux.

(3) Ces tribunaux auront la même procédure que les tribunaux pour la Navigation du Rhin telle qu'elle est définie dans les articles 32 à 40 de la Convention révisée pour la Navigation du Rhin.

(4) Les parties pourront se pourvoir en appel soit devant le tribunal supérieur du pays dans lequel le jugement aura été rendu, soit devant le Comité d'Appel de la Commission de la Moselle. Ce Comité d'Appel se compose de 3 membres. Les gouvernements des États contractants nomment, chacun pour 4 ans, parmi leurs ressortissants comme membre et comme membre suppléant, un juge ou un professeur de droit. Ceux-ci exercent leurs fonctions en pleine indépendance et ne sont liés par aucune instruction. Ils ne peuvent être révoqués contre leur gré pendant la durée de leur mandat. Ils ne peuvent connaître d'une affaire dont ils ont déjà été saisis par ailleurs, ou à laquelle ils ont un intérêt direct. Le Comité d'Appel siège au lieu du siège de la Commission de la Moselle. Il règle sa procédure dans un règlement qui doit être approuvé par les gouvernements des États contractants.

Article 35

Les tribunaux pour la navigation de la Moselle sont compétents :

- 1) en matière pénale pour instruire et juger toutes les contraventions relatives à la navigation et à la police fluviale,
- 2) en matière civile pour prononcer sommairement sur les contestations relatives :
 - a) au paiement et au montant des péages, droit de grue, de port et de quai,
 - b) aux dommages causés du fait de la navigation par les bateliers pendant le voyage ou en abordant.

Article 36

(1) Les États contractants maintiendront en bon état la voie navigable de la Moselle pour la partie située à l'intérieur de leurs frontières et prendront toutes les dispositions nécessaires pour que la navigation puisse s'exercer dans les meilleures conditions. En particulier, la signalisation du chenal et le service d'avertisseurs incomberont aux États riverains.

(2) La Commission de la Moselle prendra toutes résolutions et fera toutes recommandations pour assurer une bonne exécution des dispositions du présent article.

Article 37

(1) Chaque État contractant fera parvenir, en temps voulu, à la Commission de la Moselle, une description générale des ouvrages d'art et travaux qu'il envisagera d'exécuter ou de faire exécuter dans le lit de la Moselle, sur ses berges ou au dessus du chenal.

(2) La Commission vérifiera si l'exécution des travaux prévus sauvegarde les intérêts de la navigation tels qu'ils résultent de la présente Convention. Dans la négative, elle devra inviter le Gouvernement intéressé à faire modifier les plans et à lui adresser de nouvelles propositions.

Article 38

Les dispositions de l'article 3 de la Convention révisée pour la Navigation du Rhin et du protocole de clôture annexé à cette Convention seront valables sur le cours de la Moselle faisant l'objet de la présente Convention.

B. Commission de la Moselle

Article 39

(1) Un an au plus tard avant la date prévue pour l'ouverture de la Moselle à la grande navigation, il sera créé une Commission comprenant des délégués de chacun des trois États riverains et qui prendra le nom de "Commission de la Moselle".

(2) Le siège de cette Commission sera à Trèves.

Article 40

(1) Les attributions de la Commission seront les suivantes :

a) La Commission statuera, en ce qui concerne le secteur Thionville-Coblence, sur les modalités des péages (nomenclature, taux, etc.) et leur mode de perception selon les prescriptions de la présente Convention,

b) La Commission recevra les attributions prévues au chapitre relatif au régime de la navigation sur la Moselle,

c) D'une manière générale, la Commission veillera à maintenir au plus haut degré la prospérité de la navigation sur la Moselle.

(2) Les Gouvernements fourniront à la Commission tous les éléments nécessaires à la bonne exécution de sa mission.

Article 41

(1) Chaque État riverain désignera deux délégués.

(2) Le Président de la Commission sera élu pour un an, à la majorité des voix des délégués, et parmi eux. La Présidence devra revenir successivement à chacun des trois États.

(3) La Commission établira son règlement intérieur.

Article 42

- (1) Chacun des Gouvernements riverains pourvoira aux dépenses de ses délégués.
- (2) La Commission fixera d'avance le budget de ses frais de service pour l'année suivante et les États riverains verseront le montant de ces frais en parties égales.

Article 43

La Commission de la Moselle tiendra deux sessions annuelles. Les sessions extraordinaires auront lieu lorsque la proposition en sera faite par un des trois États riverains. La Commission établira annuellement un rapport sur ses activités et sur la navigation sur la Moselle.

Article 44

La Commission statuera à l'unanimité des délégués présents ou représentés.

CHAPITRE VI. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 45

Les autorités administratives appliqueront les lois et réglementations nationales de façon à faciliter au maximum les travaux de canalisation de la Moselle.

Article 46

- (1) L'entreprise ne sera pas traitée plus lourdement du point de vue fiscal que si les travaux étaient effectuée directement par les administrations des États contractants,
- (2) En conséquence, dans la mesure où la Société se conformera à son objet social, elle sera notamment exonérée :
 - a) des perceptions fiscales auxquelles donnent lieu ou pourraient donner lieu la constitution, l'augmentation de capital, la prorogation, la dissolution et le partage des sociétés, ainsi que de celle que pourraient entraîner soit les prêts qui lui seraient consentis par les États contractants, soit l'investissement de capitaux dans ses établissements stables,
 - b) des droits applicables aux acquisitions d'immeubles nécessaires à son fonctionnement, à l'exclusion de ceux destinés aux besoins personnels de ses agents et employés; toutefois, les autorités fiscales allemandes se réservent le droit de percevoir l'impôt sur les acquisitions d'immeubles (Grunderwerbsteuer),
 - c) des impôts applicables aux bénéfices des sociétés et de ceux frappant spécialement les entreprises industrielles et commerciales,
 - d) des impôts, autres que ceux constituant la rémunération d'un service rendu, frappant les revenus de ses immeubles et l'occupation des immeubles lui appartenant ou dont elle disposerait, à l'exclusion de ceux destinés aux besoins personnels de ses agents et employés,

e) des taxes sur le chiffre d'affaires pour autant que ces taxes s'appliquent aux opérations faites entre la Société et les Administrations des États contractants dans le cadre du présent Traité,

f) des impôts sur la fortune, à l'exclusion de ceux frappant les immeubles destinés aux besoins personnels de ses agents et employés,

g) des impôts frappant l'émission et la circulation des titres de valeurs mobilières représentatifs de son capital ou d'emprunts obligataires contractés par elle, pour autant que ces impôts seraient à sa charge ou à celle des États contractants.

Article 47

(1) Les matériels et outillages, y compris les pièces de rechange, destinés à servir à l'exécution des travaux de canalisation, bénéficieront, à titre provisoire, lors de leur importation dans l'État d'emploi, de l'exonération de tous droits et taxes perçus par l'Administration des Douanes, à l'exception des taxes représentatives de service rendu. Toutefois, chacun des Gouvernements des États contractants se réserve le droit vis-à-vis des entrepreneurs domiciliés sur son propre territoire d'appliquer sa législation nationale sur les franchises temporaires.

(2) Aucun obstacle d'ordre économique ne sera mis à l'importation, l'exportation et la réexportation des objets visés au paragraphe (1), à condition que ces opérations soient effectuées dans le cadre de l'exécution des travaux prévue par la présente Convention.

(3) Les États contractants prendront toutes les mesures de contrôle qu'ils jugeront nécessaires à l'entrée ou à la sortie des objets visés au paragraphe (1).

(4) En cas d'utilisation des objets visés au paragraphe (1) à d'autres fins que l'exécution des travaux considérés ou encore de cession à des tiers à titre gratuit ou onéreux, les droits et taxes dont ces matériels, outillages et pièces de rechange auront été dégrevés, pourront être recouvrés par l'État qui en aura donné décharge, sans préjudice des sanctions qui pourront être appliquées en cas de fraude.

Article 48

Conformément à la Convention d'Union Economique belgo-luxembourgeoise du 25 juin 1921, le Gouvernement luxembourgeois fera les diligences nécessaires afin d'obtenir, pour autant que de besoin, l'accord des autorités compétentes du Royaume de Belgique en ce qui concerne les dispositions de la présente Convention relatives au régime douanier.

Article 49

En matière de Sécurité Sociale, les agents de la Société peuvent, selon des modalités approuvées par les autorités compétentes des États contractants, opter entre la législation de leur lieu de travail ou celle de leur pays d'origine, ou bénéficier d'une formule proposée par la Société.

Article 50

(1) Le 1er janvier de l'année qui suivra la date du premier voyage commercial entre Coblenze et Thionville, sera le point de départ du mécanisme de répartition des péages prévu aux articles 19, 20, et 26.

(2) A cette même date commenceront à courir les intérêts du capital social ainsi que les intérêts et l'amortissement des prêts versés avant cette date, tels qu'ils sont prévus à l'article 20.

(3) Si des prêts étaient versés ultérieurement, les intérêts et l'amortissement de ces prêts, tels qu'ils sont définis à l'article 20, commenceront à courir à la date effective de leur réalisation.

(4) La première répartition des péages aura lieu au plus tard le 1er mars de l'année qui suivra l'année visée au paragraphe (1). Elle portera sur tous les péages perçus, depuis l'ouverture de la Moselle à la grande navigation, sur le secteur Coblenze-Thionville jusqu'au 31 décembre de l'année visée au paragraphe (1), et sera affectés aux charges de cette année.

Article 51

Les États contractants prendront les mesures nécessaires pour que soient données les autorisations relatives à la conversion des ressources de la Société en l'une des monnaies desdits États dans la mesure où ces conversions seront nécessaires à l'accomplissement de sa tâche, ainsi que les autorisations relatives à la conversion dans l'une de ces monnaies des recettes provenant des péages, dans la mesure où ces conversions seront nécessaires pour permettre une répartition des péages conforme aux dispositions de la présente Convention,

Article 52

La République Française prendra à sa charge et effectuera dans les délais les plus réduits les travaux permettant de rendre la Moselle accessible aux bateaux de 1.500 tonnes, de Thionville à Metz.

Article 53

Les États contractants feront le nécessaire, chacun en ce qui le concerne, pour que soient accordées les autorisations administratives requises pour l'exécution du projet. Ces autorisations seront données conformément au droit applicable dans chaque État.

Article 54

Les États contractants s'engagent à veiller à ce qu'aucune mesure ne soit prise qui porte gravement atteinte à la production de l'énergie hydro-électrique et notamment à ce que les eaux de la Moselle et de ses affluents ne soient pas détournées vers un autre bassin fluvial.

Article 55

Les États contractants prendront les mesures requises pour assurer la protection des eaux de la Moselle et de ses affluents contre leur pollution, et, à cet effet, une collaboration appropriée s'établira entre les services compétents desdits États.

Article 56

Les Gouvernements des États contractants régleront d'un commun accord et à titre bilatéral ou multilatéral les problèmes résultant du statut juridique des sections de la Moselle formant frontière entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Fédérale d'Allemagne et/ou la République Française respectivement, tel que ce statut est défini par les conventions internationales existantes, notamment en ce qui concerne les questions relatives à la construction des ouvrages, à l'exploitation, à l'entretien et au renouvellement de ces ouvrages et de la voie navigable, à l'utilisation des ressources hydrauliques, ainsi qu'à la compétence des tribunaux visés aux articles 34 et suivants.

CHAPITRES VII. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Article 57

Les différends entre les États contractants relatifs à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention seront, dans la mesure du possible, réglés d'un commun accord.

Article 58

Au cas où un différend ne pourrait, dans un délai de 3 mois être réglé de cette manière, il sera soumis à un tribunal arbitral à la requête de l'un des États contractants.

Article 59

(1) Le Tribunal arbitral sera composé dans chaque cas de la façon suivante : chacune des Parties au différend nommera un arbitre et ces derniers désigneront d'un commun accord un sur-arbitre appartenant à un État tiers. Si les arbitres et le surarbitre n'ont pas été désignés dans un délai de 3 mois après que l'un des États contractants aura fait connaître son intention de saisir le tribunal arbitral, chaque Partie pourra, en l'absence de tout autre accord, demander au Président de la Cour Internationale de Justice de procéder aux nominations nécessaires. Au cas où le Président aurait la nationalité de l'un des États contractants ou serait empêché pour un autre motif, le Vice-Président sera chargé de procéder aux nominations nécessaires.

(2) Le Tribunal arbitral décidera à la majorité des voix. En cas de partage des voix, la voix du Président sera prépondérante. Les décisions du Tribunal lieront les Parties. Les Parties au différend supporteront les frais de l'arbitre qu'elles auront désigné et se partageront à part égale les autres frais. Sur les autres points, le Tribunal arbitral réglera lui-même sa procédure.

Article 60

Au cas où, pendant la construction du canal, un différend ne pourrait être réglé dans le délai d'un mois, et si les Parties au différend étaient d'accord pour recourir à une procédure d'urgence, le litige sera soumis à l'arbitrage d'un expert unique appartenant à un pays tiers et choisi d'un commun accord par celles-ci. Si l'expert n'a pas été désigné dans un délai d'un mois, après que l'une des Parties aura fait connaître son intention de recourir à la procédure d'urgence, chaque Partie pourra demander au Président de la Cour Internationale de Justice de procéder à sa nomination.

Article 61

(1) Chacun des États contractants pourra intervenir dans un différend entre les deux autres Parties s'il justifie d'un intérêt à la solution de celui-ci; cette intervention ne pourra avoir d'autre objet que le soutien des prétentions de l'une des Parties.

(2) Dans les cas visés à l'article 58, cette intervention ne modifiera pas la composition initiale du tribunal, telle qu'elle est prévue à l'article 59.

Article 62

La présente Convention et ses deux annexes entreront en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures au bas de la présente Convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à Luxembourg, le 27 octobre 1956 en trois exemplaires dont chacun est rédigé en français et en allemand, les deux textes faisant également foi.

Pour la République française :

CHRISTIAN PINEAU

Pour la République fédérale d'Allemagne :

HEINRICH VON BRENTANO

Pour le Grand-Duché de Luxembourg :

JOSEPH BECH

ANNEXE I. DESCRIPTION DES TRAVAUX FAISANT L'OBJET DE LA
CONVENTION, DÉLIMITATION ENTRE CES TRAVAUX ET CEUX RELATIFS
AUX CENTRALES ÉLECTRIQUES

Article 1

Les travaux d'aménagement de la Moselle comprennent les travaux nécessaires pour assurer la circulation pratiquement toute l'année des bâtiments de 1.500 tonnes entre Thionville (Km 270,781) et Coblenze (confluent avec le Rhin), à savoir :

A) 13 barrages situés à Lehmen, Müden, Fankel, St-Aldegund; Enkirch, Zeltingen, Wintrich, Detzem, Trêves, Grevenmacher, Palzem, Apach, et Königsmacher.

B) Une écluse située au droit des barrages ci-dessus, ainsi qu'à celui de Coblenze. Dans le cas de Detzem et de Königsmacher, ces écluses auront situées sur des canaux latéraux. Toutes ces écluses auront comme dimensions utiles: 165 m pour la longueur et 12 m. pour la largeur. A côté des écluses correspondant aux 13 barrages mentionnés sous A, l'emplacement d'une seconde écluse devra être prévu.

C) En amont et en aval des écluses, les garages nécessaires pour assurer l'écoulement d'un trafic de l'ordre de 10 millions de tonnes par an. Ces garages seront tout de suite construits avec les dimensions définitives résultant de la seconde écluse.

D) L'aménagement par dragages et déroctages d'un chenal ayant une profondeur de 2m50 au dessous du niveau de retenue hydrostatique et une largeur de 40 m au moins.

E) Un canal latéral de 1 km environ de longueur à Detzem ainsi qu'à Königsmacher.

F) Cinq ports de refuge, dont 4 en Allemagne et 1 en France. Ces ports devront être prévus pour abriter, en cas de glaces ou de hautes eaux, les bâtiments naviguant sur la Moselle.

G) Tous travaux d'aménagement des ouvrages d'art existants reconnus nécessaires pour assurer le passage normal des bâtiments.

H) Les écluses à nacelles pour autant qu'elles seront reconnues nécessaires,

I) Une échelle à poissons à chaque barrage.

K) Toutes installations annexes telles que balisage du chenal éclairage des écluses et des garages, signalisation lumineuse et installation de haut-parleurs aux écluses, installations téléphoniques pour autant qu'elles sont nécessaires à la sécurité et au bon fonctionnement de la navigation,¹

L) Les bâtiments nécessaires pour l'exploitation et le logement du personnel d'exploitation,

M) Les mesures nécessaires pour éviter les dommages résultant des travaux, à défaut de leur indemnisation.

1. Il n'y a pas de paragraphe J.

Article 2

Les travaux comprennent également les travaux préparatoires, à savoir notamment :

- la mise en place du service des travaux,
- les levers de plans et cartes,
- l'exécution des travaux de sondage,
- l'établissement des plans d'ensemble et des plans d'exécution des ouvrages,
- l'engagement et l'exécution de toutes démarches administratives nécessaires,
- l'achat des terrains, au besoin par expropriation.

Article 3

Dans le cas où une usine hydro-électrique serait accolée au barrage à construire, les projets devront fixer la limite entre les deux ouvrages, de façon telle que le barrage puisse être construit indépendamment de l'usine.

Article 4

Le choix des types d'ouvrages des procédés de construction, des caractéristiques des bouchures des barrages et des portes des écluses devra assurer la sécurité du fonctionnement, la facilité de l'entretien, préserver l'harmonie des sites de la Moselle et permettre d'obtenir les prix les plus favorables.

Article 5

Dans le cas où la construction d'une centrale électrique serait effectuée par une entreprise construisant en même temps le barrage ou l'écluse accolée, il sera fait une répartition équitable de tous les frais généraux de chantier entre les deux maîtres de l'oeuvre.

Fait à Luxembourg le 27 octobre 1956 en trois exemplaires dont chacun est rédigé en français et en allemand, les deux textes faisant également foi.

Pour la République française :

CHRISTIAN PINEAU

Pour la République fédérale d'Allemagne :

HEINRICH VON BRENTANO

Pour le Grand-Duché de Luxembourg :

JOSEPH BECH

ANNEXE II. STATUTS DE LA SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE LA MOSELLE
(G.M.B.H.)

I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1. Dénomination

La Société porte la dénomination : “Société Internationale de la Moselle” (G.m.b.H.).

Article 2. Siège

Le siège de la Société est à Trèves.

Article 3. Objet de la Société

La Société a pour objet le financement et la réalisation en collaboration avec les Services nationaux de Navigation, de l'aménagement de la Moselle entre Thionville et Coblenze pour le trafic des bateaux de 1.500 tonnes, conformément à la Convention en date du 27 octobre 1956 entre la République Française, la République Fédérale d'Allemagne et le Grand-Duché de Luxembourg.

Article 4. Publications

Les publications de la Société sont effectuées : pour la République Française, au Journal Officiel, pour la République Fédérale d'Allemagne, au Bundesanzeiger, pour le Grand-Duché de Luxembourg, au Mémorial.

II. CAPITAL SOCIAL - PARTICIPATIONS ET PARTS

Article 5. Montant du capital et participations des associés

- (1) Le capital social de la société s'élève à 102 millions de DM.
- (2) Les participations des associés au capital social sont les suivantes :
 1. République Française 50 millions de DM
 2. République Fédérale d'Allemagne 50 millions de DM
 3. Grand-Duché de Luxembourg 2 millions de DM

Article 6. Montant des parts

Les participations visées à l'article 5 se composent de parts indépendantes et cessibles de 10.000 DM chacune.

Article 7. Cession des parts

La cession des parts est subordonnée à l'accord unanime de l'Assemblée générale.

III. ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ

Article 8. Organes de la Société

Les organes de la Société sont :

- a) les Gérants
- b) le Conseil de surveillance
- c) l'Assemblée générale

LES GÉRANTS

Article 9. Nombre des gérants

Deux gérants seront désignés, l'un par les associés français, l'autre par les associés allemands.

Article 10. Gestion

(1) Le Conseil de surveillance peut donner aux gérants un règlement intérieur.

(2) Les gérants assurent la direction de la Société en commun. Ils prennent leurs décisions à l'unanimité. En cas de délégation de pouvoir, toute décision nécessite l'accord d'un représentant français et d'un représentant allemand. Pour les décisions intéressant directement le territoire luxembourgeoise, l'accord d'un représentant luxembourgeois est en outre requis.

(3) Les affaires courantes de faible importance seront, d'une manière générale, confiées à des "prokurist" et à des fondés de pouvoir.

(4) Les gérants doivent, sur demande de l'un d'entre eux, prendre une décision rapide sur les affaires qui sont de leur compétence. Si un accord s'avère impossible, la question doit, sur demande de l'un d'entre eux, être portée devant le Conseil de surveillance.

(5) Les gérants doivent soumettre à l'accord préalable du Conseil de surveillance, les affaires suivantes :

a) Etablissement avec toutes justifications nécessaires, du programme de dépenses annuelles et des moyens financiers destinés à y faire face;

b) Octroi de l'accord de la Société dans les cas visés à l'article 2, § 3, alinéa a) et § 5, alinéas a), b) et e) de la Convention du 27 octobre 1956;

c) Octroi de l'accord de la Société dans les cas visés à l'article 2, §3, alinéa b) de la Convention du 27 octobre 1956, pour autant que chacun des engagements en résultant dépasse 700.000 DM;

d) Octroi de l'accord de la Société dans les cas visés à l'article 2, §5, alinéa c) de la Convention du 27 octobre 1956, pour autant que chacun des engagements en résultant dépasse 200.000 DM;

e) Emprunts d'une durée supérieure à deux années ou, ainsi que les autres emprunts au-delà d'un montant global de 300.000 DM, exception faite des emprunts globaux contractés dans le cadre d'un plan général de financement approuvé par le Conseil de surveillance;

f) Engagement ou licenciement d'agents ayant un traitement mensuel brut supérieur à 1.500 DM, ou auxquels une durée d'emploi de plus de trois ans est garantie;

g) Prise en charge des cautions, de garanties ou d'engagements sur traites;

h) Octroi de pensions et de libéralités;

i) Prise en charge de fonctions annexes ou d'une autre activité professionnelle accessoire par les gérants, les "prokurist" ou les fondés de pouvoir;

j) Acquisition ou cession de participations dans d'autres entreprises ou associations d'intérêts;

k) Affaires et mesures dont le Conseil de surveillance se réserve l'approbation;

(6) Le Conseil de surveillance peut donner un accord général pour certaines catégories d'affaires.

(7) Le Conseil de surveillance décide, sur proposition des gérants, des appels de versements sur le capital social et de la nomination de "prokurist" et de fondés de pouvoir.

(8) Les dispositions de l'article 95, §5 de la loi allemande sur les sociétés anonymes ne s'appliquent pas au Conseil de surveillance.

Article 11. Représentation de la Société

(1) La Société est représentée par les gérants agissant ensemble ou par un gérant, assisté d'un "prokurist". Aucun gérant, aucun "prokurist", aucun fondé de pouvoir ne peut engager, seul la Société.

(2) Lorsque la Société est représentée par un gérant et un "prokurist" ou un fondé de pouvoir, l'un doit être allemand et l'autre français. Pour les décisions intéressant directement le territoire luxembourgeois, l'accord d'un "prokurist" de nationalité luxembourgeoise est, en outre, requis.

(3) Au cas où la Société serait représentée par deux "prokurist", ou deux fondés de pouvoir, ou un "prokurist" et un fondé de pouvoir, les règles énoncées au § (2) s'appliquent également.

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

Article 12. Composition

(1) Le Conseil de surveillance se compose de 14 membres.

(2) Les membres du Conseil de surveillance peuvent à tout moment se démettre de leurs fonctions. Ils doivent faire part au Président du Conseil de surveillance de leur intention de démissionner au mois un mois à l'avance.

Article 13. Nominations et révocations

(1) Les membres du Conseil de surveillance sont désignés par les associés, à raison de 6 membres par les associés allemands, 6 membres par les associés français, 2 membres par les associés luxembourgeois. La désignation des membres du Conseil par les associés ainsi qualifiés rend leur nomination valable à l'égard de la Société.

(2) Cette nomination est valable pour une période s'étendant jusqu'à la fin de l'Assemblée générale qui donne quitus de la gestion pour le quatrième exercice qui suit la désignation, l'exercice pendant lequel la désignation a eu lieu n'étant pas compté. Les dispositions de l'article 87, § 3 de la loi allemande sur les sociétés anonymes ne sont pas applicables.

(3) En cas de départ d'un membre du Conseil de surveillance, les associés qualifiés doivent rapidement désigner un nouveau membre.

(4) Si, durant le mandat des autres membres du Conseil de surveillance, un nouveau membre est désigné, cette désignation est valable pour la période restant à courir du mandat des autres membres du Conseil de surveillance.

(5) Les membres du Conseil de surveillance peuvent à tout moment être révoqués par les associés qualifiés et remplacés.

Article 14. Présidence

(1) Le Conseil de surveillance élit chaque année à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire, sous la présidence du doyen d'âge du Conseil, un Président et deux Vice-Présidents.

(2) En cas de départ durant leur mandat du Président ou d'un Vice-Président, le Conseil de surveillance doit procéder rapidement à une nouvelle désignation.

Article 15. Délibérations et prises de décisions

(1) Le Président du Conseil de surveillance ou, en cas d'empêchement, le Vice-Président le remplaçant, doit convoquer le Conseil, dès lors qu'un gérant ou un membre du Conseil de surveillance le demande en indiquant les raisons et le but de la convocation.

(2) Le Conseil de surveillance peut délibérer valablement lorsque plus des 2/3 de ses membres sont présents ou représentés.

(3) Les décisions du Conseil de surveillance sont prises à la majorité des 2/3 des membres présents ou représentés. Les décisions intéressant directement le territoire luxembourgeois ne pourront être prises qu'avec l'accord des membres luxembourgeois du Conseil.

(4) Les décisions du Conseil de surveillance peuvent également être prises par écrit ou par télégraphe, si aucun membre du Conseil ne s'oppose à cette procédure.

Article 16. Participation des gérants aux séances

Les gérants peuvent participer avec voix consultative aux délibérations du Conseil de surveillance. Ils peuvent faire inscrire des questions à l'ordre du jour.

Article 17. Représentation des membres du Conseil de surveillance

Les membres du Conseil de surveillance empêché d'assister à une séance pourront se faire représenter par une personne munie de pouvoirs écrits, conformément aux conditions posées lors de leur désignation. Cette disposition ne s'applique ni au Président du Conseil ni au Vice-Président qui assure la présidence.

Article 18. Prises de position et règlement intérieur

(1) Les prises de position d'ordre juridique du Conseil de surveillance sont énoncées par le Président du Conseil ou, en cas d'empêchement, par le Vice-Président le remplaçant.

(2) Le Conseil de surveillance peut se donner un règlement intérieur.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Article 19. Convocation

L'Assemblée Générale est convoquée par les gérants ou par le Conseil de surveillance.

Article 20. Présidence

(1) La présidence de l'Assemblée Générale est assurée par le Président du Conseil de surveillance, en cas d'empêchement par le premier Vice-Président, en cas d'empêchement de ce dernier par le deuxième Vice-Président. Si ce dernier se trouve lui-même empêché, le Président de l'Assemblée Générale est élu parmi les membres du Conseil de surveillance, s'il en est qui soient, présents.

(2) Le Président établit l'ordre du jour des délibérations et la forme du scrutin.

Article 21. Décisions

(1) Les décisions de l'Assemblée Générale nécessitent une majorité d'au moins les 2/3 du capital social, sauf dans les cas où la Convention du 27 octobre 1956 ou la loi allemande sur les sociétés à responsabilité limitée (G.m.b.H.) prescrivent de manière obligatoire une majorité supérieure. Les décisions intéressant directement le territoire luxembourgeois ne peuvent être prises qu'avec l'accord des associés luxembourgeois.

(2) Les décisions relatives au quitus à donner aux gérants et aux membres du Conseil de surveillance requièrent une majorité de plus des 3/4 du capital social.

IV. COMPTES ANNUELS

Article 22. Année d'exercice

- (1) L'exercice social commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.
- (2) Le premier exercice se terminera le 31 décembre 1957.

Article 23. Délais

Dans les cinq premiers mois de l'exercice, les comptes de l'année écoulée doivent être établis et présentés au Conseil de surveillance. L'Assemblée Générale qui se prononce sur l'établissement des comptes de l'exercice, la répartition des bénéfices et sur le quitus à donner aux gérants et au Conseil de surveillance, doit se tenir dans les 7 premiers mois de l'exercice social.

V. DISPOSITIONS FINALES

Article 24. Vérification et examen

(1) La gestion de la Société sera vérifiée par une Société de contrôle allemande, conformément aux directives qui lui seront données d'un commun accord par les gouvernements ou les instances compétentes de la République Fédérale d'Allemagne, de la République Française et du Grand-Duché de Luxembourg.

(2) Le rapport de vérification doit être soumis simultanément à la Société, aux Gouvernements et aux instances compétentes de la République Fédérale d'Allemagne, de la République Française et du Grand-Duché de Luxembourg.

(3) Les Gouvernements et les instances compétentes de la République Fédérale d'Allemagne, de la République Française et du Grand-Duché de Luxembourg peuvent après s'en être informés mutuellement faire procéder par leurs agents à un examen du fonctionnement, des livres et écritures de la Société.

Article 25. Frais de constitution de la Société

Les frais de constitution sont supportés par la Société.

Article 26. Dissolution de la Société

La dissolution de la Société par jugement du Tribunal (art. 61 de la loi relative au G.m.b.H.) ou par voie administrative (art. 62 de la loi relative au G.m.b.H.) est exclue.

Article 27. Départ des associés

L'exclusion d'associés, ou la défection d'associés, n'est pas admise, même pour des raisons graves.

Article 28. Emploi de la langue française

Les statuts, les décisions des Assemblées Générales, du Conseil de surveillance, des gérants et les publications visées à l'article 4 seront en cas de besoin publiés en langue française et en langue allemande.

Fait à Luxembourg le 27 octobre 1956 en trois exemplaires dont chacun est rédigé en allemand et en français, les deux textes faisant également foi.

Pour la République Française :

CHRISTIAN PINEAU

Pour la République Fédérale d'Allemagne :

HEINRICH VON BRENTANO

Pour Le Grand-duché de Luxembourg :

JOSEPH BECH

[GERMAN TEXT — TEXTE ALLEMAND]

Vertrag

zwischen der Französischen Republik, der
Bundesrepublik Deutschland und dem Grossherzogtum
Luxemburg über die Schiffbarmachung der Mosel

Der Präsident der Französischen Republik, der
Präsident der Bundesrepublik Deutschland und
Ihre Königliche Hoheit die Grossherzogin von Luxemburg
sind übereingekommen, einen Vertrag über den Ausbau
der Mosel zwischen Koblenz und Diodenhofen als Gross-
schiffahrtsstrasse zu schliessen, und haben hierfür
zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

Der Präsident der Französischen Republik
Herrn Christian Pineau,
Minister für Auswärtige Angelegenheiten,

Der Präsident der Bundesrepublik Deutschland
Herrn Dr. Heinrich von Brentano,
Bundesminister des Auswärtigen,

Ihre Königliche Hoheit die Grossherzogin von Luxemburg
Herrn Joseph Bech,
Präsident der Regierung und Minister für
Auswärtige Angelegenheiten,

die nach Austausch ihrer in guter und gehöriger Form
befundenen Vollmachten nachstehende Bestimmungen
vereinbart haben:

Abchnitt I

Ausbau der Mosel und Unterhaltung der Ausbautrücke,
Ausnutzung der Wasserkräfte

Artikel 1

- (1) Die Vertragsstaaten werden nach Massgabe der nachstehenden Bestimmungen zusammenwirken, um den Mosellauf zwischen Biedenhofen und Koblenz für 1500 t-Schiffe schiffbar zu machen.
- (2) Die Beschreibung der Arbeiten, die nach diesem Vertrage auszuführen sind, und ihre Abgrenzung gegenüber den Kraftwerksbauten befinden sich in Anlage I dieses Vertrages.
- (3) Bei dem Ausbau sollen die Bedürfnisse der Elektrizitätswirtschaft, der Landeskultur, der Fischerei, der Wasserwirtschaft und des Fremdenverkehrs berücksichtigt werden. Der Ausbau soll unter tunlichster Schonung des Landschaftsbildes vorgenommen werden.

Artikel 2

- (1) Zur Durchführung des Bauvorhabens gemäss Artikel 1 werden die nationalen Wasserbauverwaltungen, jede für ihren Flussabschnitt, und die in Abschnitt II genannte Gesellschaft engstens zusammenarbeiten. Diese Zusammenarbeit, die sich mit möglichst geringen Kosten sowohl für die Gesellschaft wie für die nationalen Wasserbauverwaltungen vollziehen soll, hat in folgender Weise zu erfolgen:
- (2) Die Wasserbauverwaltungen werden die Bauentwürfe aufstellen, die erforderlichen Grundstücke erwerben, für die Durchführung von Ausba- und Enteignungsverfahren sorgen, die Bauarbeiten und Lieferungen ausschreiben und die eingehenden Angebote prüfen, die Aufträge vergeben, für ihre ordnungsmässige Ausführung unter Berücksichtigung der etwa erforderlich werdenden Änderungen sorgen, die Arbeiten nach Beendigung abnehmen, Schiedsverfahren und Prozesse durchführen sowie ganz allgemein sämtliche Massnahmen treffen, die zur Verwirklichung des Bauvorhabens erforderlich sind. Sie haben die im folgenden angegebenen Zuständigkeiten der Gesellschaft zu beachten.

(3) Die Gesellschaft wird

- a) nach Vorschlag der Wasserbauverwaltungen die Bauzeitpläne und die zu ihrer Durchführung jährlich erforderlichen Mittel unter Berücksichtigung der finanziellen Verfügbarkeit festsetzen; sie wird die Mittel beschaffen und die Wasserbauverwaltungen mit den erforderlichen Mitteln versehen;
- b) die Vergabe der Aufträge und die Übernahme sonstiger Verpflichtungen genehmigen, soweit nicht die Gesellschaft den Wasserbauverwaltungen allgemein oder im Einzelfall die Genehmigung im voraus erteilt hat;
- c) alle von den Wasserbauverwaltungen vorgelegten Ausgabeanordnungen überprüfen und zur Zahlung anweisen, soweit nicht die Gesellschaft die Wasserbauverwaltungen zur Anweisung von Zahlungen für Bauleitung, für Regiearbeiten und für Leistungen und Lieferungen, die regelmäßig wiederkehren oder geringeren Umfangs sind, ermächtigt hat. In diesem Falle stellt die Gesellschaft die erforderlichen Kassenmittel global zur Verfügung. Die Gesellschaft kann die Wasserbauverwaltungen mit der Erfüllung von Aufgaben des Rechnungswesens betrauen.

(4) Die Gesellschaft ist berechtigt, sich von den zuständigen Dienststellen der Wasserbauverwaltungen Auskünfte und Unterlagen über den Fortgang der Entwurfs- und Bauarbeiten, insbesondere an Ort und Stelle, geben zu lassen.

(5) Weiterhin haben die Wasserbauverwaltungen die Zustimmung der Gesellschaft einzuholen für

- a) den Gesamtentwurf,
- b) die Sonderentwürfe der einzelnen Staustufen,
- c) den Grunderwerb und die vorübergehende Inanspruchnahme von Grundstücken,
- d) typische Ausschreibungsunterlagen und, soweit es die Gesellschaft für nötig hält, für hiervon abweichende Ausschreibungsunterlagen, für die Art des Ausschreibungsverfahrens sowie erforderlichenfalls für die Verzeichnisse der zur Angebotsabgabe aufzufordernden Unternehmer,
- e) bedeutsame Entwurfsänderungen, die sich im Laufe der Ausführung als notwendig erweisen.

- (6) Die Gesellschaft wird die Bauanlagen gemeinsam mit den Wasserbauverwaltungen abnehmen.
- (7) Die Gesellschaft wird über den Stand von Schieds- und streitigen Verfahren unterrichtet und, soweit es sich dabei um Fälle von grundsätzlicher Bedeutung oder erheblicher finanzieller Tragweite handelt, beteiligt werden.
- (8) Die Einzelheiten über die Zusammenarbeit zwischen den Wasserbauverwaltungen und der Gesellschaft sind durch Sonderabkommen zwischen der Gesellschaft und den einzelnen Verwaltungen zu regeln. Die Vertragsstaaten werden ihren Einfluss geltend machen, dass diese Abkommen nach der Errichtung der Gesellschaft umgehend abgeschlossen werden.

Artikel 3

- (1) Die Wasserbauverwaltungen der Vertragsstaaten werden im Rahmen der ihnen übertragenen Bauausführung Grundstücke und auf Grundstücke bezügliche Rechte, die ausserhalb des Mosellaufs für das Bauvorhaben beschafft werden müssen, zu Lasten der Gesellschaft und zugunsten der Vertragsstaaten entsprechend der nationalen Belegenheit der Grundstücke erwerben. Soweit zum Erwerb Enteignungsmassnahmen erforderlich sind, werden diese von den Vertragsstaaten, und zwar von jedem auf seinem Gebiet, veranlasst werden.
- (2) Die Wasserbauverwaltungen werden auf den Ufergrundstücken der Mosel, die von ihnen verwaltet werden, unentgeltlich die Ausführung der Bauarbeiten und die Überstauung gestatten.
- (3) Die Vertragsstaaten erklären die Arbeiten zum Ausbau der Mosel als dringende Massnahme im öffentlichen Interesse.
- (4) Die für die Bauarbeiten erforderlichen Baustoffe dürfen aus Grundstücken des Mosellaufs, die sich in der Verwaltung der Wasserbauverwaltungen befinden, mit vorheriger Genehmigung dieser Verwaltungen ohne Entgelt entnommen werden.

Artikel 4

Die Entwurfs- und Bauarbeiten sollen in möglichst kurzer Frist durchgeführt werden.

Artikel 5

Die Aufträge werden in der Regel im Wege der öffentlichen Ausschreibung nach den von den beteiligten Wasserbauverwaltungen angewandten Verfahren vergeben. An den Ausschreibungen können sich Unternehmen der Vertragsstaaten beteiligen, wobei Rechte, die anderen Staaten auf Grund internationaler Vereinbarungen eingeräumt sind, nicht beeinträchtigt werden dürfen. Der Zuschlag wird auf das Angebot erteilt, das unter Berücksichtigung aller technischen und wirtschaftlichen Gesichtspunkte als das annehmbarste erscheint. Unter Beachtung dieser Bedingungen sollen die Leistungen und die Lieferungen soweit wie möglich auf die Unternehmen der Vertragsstaaten aufgeteilt werden, um diesen die Einsparung von Devisen zu erlauben.

Artikel 6

Nach Fertigstellung des Schifffahrtsweges wird jeder Vertragsstaat die in seinem Bereich gelegene Strecke so betreiben, unterhalten und erneuern, dass sie jederzeit den Bestimmungen des Artikels 1 entspricht (wegen der finanziellen Bedingungen vergleiche Artikel 19).

Artikel 7

Der Bau der Wasserkraftanlagen und die Ausnutzung der Wasserkraft der Mosel bleiben jedem Vertragsstaat auf seinem Gebiet vorbehalten.

Abschnitt II

Internationale Mosel-Gesellschaft mit beschränkter
Haftung

Artikel 8

Die Vertragstaaten kommen überein, die Finanzierung des in Artikel 1 vorgesehenen Bauvorhabens und die in Artikel 2 bezeichneten Aufgaben einer neu zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung, der "Internationale Mosel-Gesellschaft mit beschränkter Haftung", nachstehend "Gesellschaft" genannt, zu übertragen.

Artikel 9

- (1) Die Gesellschaft soll eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung sein. Die Rechtsverhältnisse der Gesellschaft bestimmen sich nach den Vorschriften dieses Vertrages, nach ihrem Gesellschaftsvertrag und subsidiär nach den Vorschriften des deutschen Gesetzes betreffend die Gesellschaften mit beschränkter Haftung.
- (2) Falls nach Inkrafttreten dieses Vertrages das deutsche Gesellschaftsrecht Änderungen erfährt, die die Rechte der Gesellschafter beeinträchtigen könnten, wird die Regierung der Bundesrepublik Deutschland alle Massnahmen treffen, um diese Rechte zu wahren.
- (3) Der Gesellschaftsvertrag ist diesem Vertrage als Anlage II beigelegt. Der Gesellschaftsvertrag kann durch einstimmigen Beschluss der Gesellschafterversammlung geändert werden.

Artikel 10

- (1) Die Gesellschafter der Gesellschaft sind die Bundesrepublik Deutschland, die Französische Republik und das Grossherzogtum Luxemburg. Gesellschafter können auch Gebietskörperschaften sein.

(2) Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt 102 Mio Deutsche Mark. Davon werden von den deutschen Gesellschaftern 50 Mio Deutsche Mark, von den französischen Gesellschaftern 50 Mio Deutsche Mark und von den luxemburgischen Gesellschaftern 2 Mio Deutsche Mark übernommen. Die Anmeldung der Gesellschaft zur Eintragung in das Handelsregister darf erfolgen, nachdem ein Zwanzigstel der von jedem Gesellschafter zu leistenden Einlage eingezahlt ist. Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung entsteht mit der ordnungsmässigen Eintragung in das Handelsregister.

Artikel 11

Die Gesellschaft soll baldigst, spätestens einen Monat nach Inkrafttreten dieses Vertrages, errichtet werden.

Artikel 12

Die Geschäftsführung der Gesellschaft besteht aus einem deutschen und einem französischen Geschäftsführer.

Artikel 13

(1) Der Aufsichtsrat der Gesellschaft wählt jedes Jahr aus seiner Mitte einen Vorsitzenden und zwei stellvertretende Vorsitzende.

(2) Der Vorsitzende und der erste stellvertretende Vorsitzende müssen je ein Deutscher und ein Franzose sein. Die Ämter wechseln jährlich unter den Angehörigen dieser beiden Staaten. Der zweite stellvertretende Vorsitzende muss ein Luxemburger sein.

Artikel 14

Die Vertragsstaaten werden spätestens im Zeitpunkt der Eröffnung der Grossschifffahrt auf der Mosel zwischen Koblenz und Diedenhofen darüber beraten, welche Änderungen

in der Gesellschaft nach Vollendung der Bauarbeiten vorgenommen werden sollen.

Abschnitt III

Finanzierung

Artikel 15

(1) Die Vertragsstaaten verpflichten sich, der Gesellschaft in der in Artikel 17 vorgesehenen Weise rechtzeitig die Mittel für die Durchführung des Bauvorhabens bereitzustellen.

(2) Die Kosten des Bauvorhabens sind nach dem Stande vom August 1955 auf 370 Mio Deutsche Mark veranschlagt. Zu den Kosten des Bauvorhabens gehören vor allem die laufenden Ausgaben der Gesellschaft während der Bauzeit, die Kosten der Planung, Entwurfsbearbeitung, Bauaufsicht und Bauabrechnung sowie die tatsächlich entstehenden Kosten für Betrieb, Unterhaltung und Erneuerung der Anlagen für die Zeit zwischen ihrer Abnahme und der Eröffnung des durchgehenden öffentlichen Verkehrs zwischen Koblenz und Diedenhofen, und zwar auch wenn diese Aufgaben von den Wasserbauverwaltungen der Vertragsstaaten wahrgenommen werden. Zu den Kosten des Bauvorhabens rechnen nicht die laufenden Ausgaben der Wasserbauverwaltungen einschliesslich der Kosten der für die Durchführung des Vorhabens eingesetzten ständigen Bediensteten der Wasserbauverwaltungen. Einnahmen aus Schifffahrtsabgaben, die gegebenenfalls vor der Eröffnung des durchgehenden öffentlichen Verkehrs zwischen Koblenz und Diedenhofen eingehen, werden dem Anlagekapital gutgeschrieben.

(3) Die deutsche, französische und luxemburgische Beteiligung betragen auf Grund des in Absatz 2 genannten Kostenvoranschlages 120 Mio Deutsche Mark, 248 Mio Deutsche Mark und 2 Mio Deutsche Mark. Die den Betrag von 370 Mio Deutsche Mark übersteigenden Ausgaben werden durch zusätzliche deutsche und französische Einzahlungen im Verhältnis 120 : 250 gedeckt.

Artikel 16

Die Bundesrepublik Deutschland und die Französische Republik werden für andere Interessen als die der Schifffahrt folgende nicht rückzahlbare Zuwendungen erbringen:

Bundesrepublik Deutschland.....70 Mio Deutsche Mark,
Französische Republik.....10 Mio Deutsche Mark.

Artikel 17

(1) Die Vertragsstaaten werden ihre finanziellen Verpflichtungen (vergleiche Artikel 15) erfüllen:

- a) durch die in Artikel 10 vorgesehenen Einzahlungen auf das Stammkapital (Gewinn- und Tilgungsanspruch gemäss Artikel 20 und 50);
- b) durch die Zuwendungen gemäss Artikel 16;
- c) durch Darlehen an die Gesellschaft (Verzinsung und Tilgung gemäss Artikel 20 und 50);
- d) unter Umständen durch Garantierung von Anleihen, die von der Gesellschaft begeben werden. Der garantierende Staat hat die zur Zahlung der Zinsen und der Amortisationsbeträge dieser Anleihen benötigten Mittel zum erforderlichen Zeitpunkt und in der jeweils benötigten Währung der Gesellschaft zur Verfügung zu stellen. Der Gesellschaft und ihren Gesellschaftern mit Ausnahme des garantierenden Staates dürfen durch diese Anleihen keine finanziellen Verpflichtungen entstehen, die über die in diesem Verträge übernommenen hinausgehen.

(2) Bis zum Inkrafttreten des Verteilungsverfahrens nach Artikel 50 trägt jeder Vertragsstaat den Kapitaldienst für seine Aufwendungen und gegebenenfalls die Kosten der von ihm gemäss Absatz 1 garantierten Anleihen selbst.

Artikel 18

(1) Die Vertragsstaaten stellen der Gesellschaft die erforderlichen Mittel entsprechend dem tatsächlichen Bedarf auf Anfordern in folgender Reihenfolge zur Verfügung:

- a) Zuerst ruft die Gesellschaft das Stammkapital in Teilleistungen im Verhältnis der Anteile der Gesellschafter am Stammkapital ab.
 - b) Nachdem diese Mittel verbraucht sind, ruft die Gesellschaft bis zu Gesamtkosten von 370 Mio Deutsche Mark die französischen nicht rückzahlbaren Zuwendungen und Darlehen bis zu 198 Mio Deutsche Mark und die deutschen nicht rückzahlbaren Zuwendungen bis zu 70 Mio Deutsche Mark in Teilleistungen im Verhältnis von 198 : 70 ab. Dabei besteht Einverständnis darüber, dass die französischen Zahlungen bis zu 10 Mio Deutsche Mark den nicht rückzahlbaren Zuwendungen der Französischen Republik gemäss Artikel 16 und die darüber hinausgehenden Zahlungen den Darlehen entsprechen.
 - c) Anforderungen, die den Betrag von 370 Mio Deutsche Mark überschreiten, werden durch zusätzliche deutsche und französische Leistungen im Verhältnis von 120 : 250 gedeckt.
- (2) Gegebenenfalls aus Anleihen der Gesellschaft gemäss Artikel 17 d) zufließende Beträge treten an Stelle der Leistungen des garantierenden Staates.
- (3) Bei Zahlungsverzug erstattet der im Verzug befindliche Staat der Gesellschaft alle Kosten, die ihr hieraus erwachsen, ohne Anrechnung auf seine in den vorstehenden Absätzen festgelegten Leistungen.

Artikel 19

- (1) Aus dem ihr entsprechend Artikel 26 zugewiesenen Aufkommen an Schifffahrtsabgaben hat die Gesellschaft folgende Kosten in der nachstehenden Reihenfolge vorweg zu decken:
- a) die tatsächlich entstandenen Kosten für die Erhebung der Schifffahrtsabgaben;
 - b) ihre eigenen Verwaltungskosten;
 - c) die tatsächlich entstandenen Kosten für das Personal der Schleusen und derjenigen Wehre, die sich nicht in der Nähe der Schleusen befinden;

- d) einen jährlichen Pauschbetrag von 1,9 Mio Deutsche Mark (Stichtag 1. August 1955) für Unterhaltung und Erneuerung. Er wird an die Vertragsstaaten unter Zugrundelegung der von dem Ausbau erfassten Uferlängen verteilt:

Bundesrepublik Deutschland	448
	<u>540</u>
Frankreich	55
	<u>540</u>
Luxemburg	37
	<u>540</u>

Die sich hieraus ergebenden Pauschbeträge ändern sich mit dem Baukostenindex (Jahresmittel) des betreffenden Landes.

(2) Wenn das Aufkommen an Schiffsabgaben eines Jahres nicht zur Bestreitung der in Absatz 1 vorgesehenen Kosten ausreicht, ist der Fehlbetrag des betreffenden Jahres aus dem Aufkommen an Schiffsabgaben der späteren Jahre vorweg zu decken.

(3) Die Bestimmung des Absatzes 2 gilt auch für die Ausgaben nach Absatz 1, die von dem Tag der Eröffnung des durchgehenden öffentlichen Verkehrs (Artikel 50 Absatz 1) bis zum 31. Dezember des gleichen Jahres anfallen.

Artikel 20

(1) Die der Gesellschaft zufließenden Einnahmen aus Schiffsabgaben, soweit sie die gemäß Artikel 19 benötigten Beträge übersteigen, sind von der Gesellschaft zu folgenden Zwecken in der nachstehenden Reihenfolge zu verwenden:

- a) zur Zahlung von Zinsen von 5 % jährlich auf den noch ausstehenden Betrag der aufgenommenen Darlehen,
- b) zur Rückzahlung der Darlehen auf der Grundlage einer die Zinsen einschliessenden gleichbleibenden Annuität von 5,5 % ihres Gesamtbetrages,
- c) zur Gewinnausschüttung auf das Stammkapital in Höhe von 3 % jährlich,
- d) zur Rückzahlung der Darlehen bis zu ihrer vollen Amortisierung,

e) zur Rückzahlung des Stammkapitals.

(2) Wenn die Leistungen auf Grund des Absatzes 1 dieses Artikels nicht oder nur teilweise erfüllt werden können, sind die Zinsen gemäss Absatz 1 a), die Annuitäten gemäss Absatz 1 b) und die Gewinnanteile gemäss Absatz 1 c) nachzuzahlen, sobald der Gesellschaft die notwendigen Einnahmen aus Schiffsabgaben zur Verfügung stehen.

Artikel 21

Nach der Eröffnung der Schiffsahrt wird die Gesellschaft eine Rücklage bis zur Höhe ihrer jährlichen Betriebskosten bilden. Die für die Bildung der Rücklage erforderlichen Beträge sind ebenfalls dem Aufkommen an Schiffsabgaben zu entnehmen.

Abschnitt IV

Schiffsabgaben

Artikel 22

Folgende Grundsätze werden hinsichtlich der Schiffsabgaben gelten:

- a) Die Schiffsabgabensätze je Tonnenkilometer für jede Güterart und der prozentuale Anteil der Einnahmen aus Ausnahmesätzen an den Gesamteinnahmen werden unter Berücksichtigung der wirtschaftlichen Eigenarten des Verkehrs auf der Mosel zwischen Driedenhofen und Koblenz grössenordnungsmässig denjenigen auf Main und Neckar entsprechen; darüber hinaus werden die Struktur der Tarife und ihre Anwendungsbedingungen die gleichen sein.
- b) Nach den Erklärungen der Bundesregierung werden die etwa in Frage kommenden Änderungen in der Struktur der Tarife für den Main und den Neckar sich in nachstehendem Rahmen halten:

Die Abgaben der Klasse VI werden zu den Abgaben der Klasse I in einem Verhältnis stehen, das sich zwischen

1:2 und 1:4 bewegen kann.

Das Spannungsverhältnis zwischen den Abgabensätzen der einzelnen Güterklassen soll so regelmässig wie möglich sein. Etwaige Abweichungen werden nicht mehr als 10 % derjenigen Sätze betragen, die sich bei der regelmässigen Bildung der betreffenden Sätze ergeben.

Die Ermässigungen, die durch Ausnahmesätze gewährt werden, dürfen nicht mehr als 50 % des Satzes der entsprechenden Regelklasse betragen.

- c) Die Tarifsätze für den Fahrgastverkehr auf der Mosel werden der Grössenordnung derjenigen auf Main und Neckar entsprechen.

Artikel 23

Die Basistarifsätze je Tonnenkilometer für den Verkehr auf der Mosel zwischen Diedenhofen und Koblenz (Mündung in den Rhein) werden unter Zugrundelegung der Abgabensätze vom 1. Juli 1956 wie folgt festgelegt:

1. Regelsätze

Güterklasse I	0,90	Pf
II	0,80	Pf
III	0,65	Pf
IV	0,50	Pf
V	0,40	Pf
VI	0,275	Pf

2. Ausnahmesätze

a) der Güterklasse V

Gips (326)	0,325	Pf
Steine (750-754)	0,20	Pf
Zement (830)	0,285	Pf

b) der Güterklasse VI

Bimskies, Bimssand (224,227)	0,225	Pf
Erde, Kies, Sand (223-227)	0,20	Pf
Erze und Abbrände (233-243)	0,20	Pf
Grubenholz (380)	0,175	Pf
Kalidüngesalz (112)	0,20	Pf
Kohlen (82, 83, 464-466, 758, 759)	0,25	Pf
Lehm und Ton (781)	0,25	Pf
Salz (684)	0,225	Pf
Schlacken (704-708)	0,25	Pf
Schrott (717)	0,20	Pf
Steingrus, Steinsplitt (755)	0,20	Pf

Die Eingruppierung der Güterarten in die 6 Klassen geht aus dem Sechsklassigen Güterverzeichnis zu den Tarifen

für die Schifffahrt- und Flössereiabgaben auf den Bundeswasserstrassen in der Fassung vom 1. Juli 1956 hervor.

Artikel 24

(1) Die effektiven Tarifsätze für den Güterverkehr werden mit der Eröffnung der Großschifffahrt auf der kanalisierten Mosel oberhalb der Staustufe Koblenz angewandt; gleichzeitig fallen die Schleusenabgaben für die Schleuse Koblenz fort. Zwecks Bestimmung der effektiven Tarifsätze sind für das dem Tage des Inkrafttretens der Tarifsätze vorangegangene Jahr und für jede der Klassen I bis VI gesondert (und zwar für alle Güterarten, gleichgültig, ob sie nach Regelsätzen oder nach Ausnahmesätzen abgefertigt werden) zu ermitteln:

- a) das Aufkommen an Schifffahrtsabgaben auf dem Main unterhalb Aschaffenburg P,
 - b) das Aufkommen an Schifffahrtsabgaben auf dem Neckar p,
 - c) die Anzahl der auf dem Main unterhalb Aschaffenburgs geleisteten Tonnenkilometer TK,
 - d) die Anzahl der auf dem Neckar geleisteten Tonnenkilometer tk
- sowie für jede Klasse das Verhältnis

$$\frac{P + p}{TK + tk} = R.$$

Die errechneten Verhältniszahlen RI, RII, RIII usw. werden mit den Verhältniszahlen rI, rII, rIII usw. für das Jahr 1955 verglichen, deren Werte wie folgt festgesetzt werden:

$$\begin{aligned} rI &= 0,896 \text{ Pf/tkm} & rII &= 0,756 \text{ Pf/tkm} & rIII &= 0,634 \text{ Pf/tkm} \\ rIV &= 0,500 \text{ Pf/tkm} & rV &= 0,377 \text{ Pf/tkm} & rVI &= 0,237 \text{ Pf/tkm}. \end{aligned}$$

Wenn das Verhältnis R für eine Klasse unter 0,90 oder über 1,10 liegt, werden die effektiven Abgabensätze für die Mosel für die Güter der betreffenden Klasse (gleichgültig, ob sie nach Regelsätzen oder nach Ausnahmesätzen abgefertigt werden) in der Weise gebildet werden, dass die Basis-

sätze gemäss Art.23 mit dem zugehörigen Koeffizienten $\frac{RI}{rI}$ oder $\frac{RII}{rII}$ oder $\frac{RIII}{rIII}$ usw. vervielfältigt werden.

(2) Die effektiven Tarifsätze können am 1. Juli jeden Jahres N geändert werden. Hierbei ist für das Jahr N-1 im Verhältnis zum Jahr N-2 der Koeffizient $\frac{R}{r}$ zu errechnen und alsdann gemäss den Bestimmungen der Tarifbildung beim Inkrafttreten des Moseltarifs vorzugehen.

(3) Die effektiven Tarifsätze können in allen Fällen und zu jeder Zeit durch Übereinkommen der drei Regierungen der Vertragsstaaten geändert werden. Ein solches Übereinkommen ist zu treffen, wenn es zur Anwendung des Artikels 36 dieses Vertrages erforderlich ist.

Artikel 25

(1) Die Vertragsstaaten werden die Schifffahrtsabgaben in der für die Schifffahrt einfachsten Weise erheben.

(2) Die Erhebung erfolgt für die gesamte zu durchfahrende Strecke in der Währung des Landes der ersten durchfahrenen Schleuse. Wenn diese Schleuse zu einer auf dem Gebiet zweier Staaten liegenden Staustufe gehört, kann der Schifffahrttreibende für die Zahlung der Abgaben die Währung eines dieser beiden Staaten wählen.

Artikel 26

Die während eines Jahres erhobenen Schifffahrtsabgaben sind an die Gesellschaft zu überweisen und von der Gesellschaft spätestens am 1. März des folgenden Jahres gemäss den Bestimmungen der Artikel 19 und 20 zu verteilen.

Artikel 27

Schifffahrtsabgaben werden nicht erhoben für Beförderungen

- a) zwischen zwei aufeinanderfolgenden Schleusen,
- b) mit Schiffen unter 15 t Tragfähigkeit,
- c) im Interesse des Baues und der Unterhaltung des Schiffahrtsweges oder der Schiffahrtsanlagen.

Abschnitt V

Schiffahrtsregime und Moselkommission

A. Schiffahrtsregime

Artikel 28

Die folgenden Bestimmungen gelten für die grenzüberschreitenden Transporte auf der Mosel von ihrem Zusammenfluss mit dem Rhein bis Metz.

Artikel 29

(1) Im Rahmen des internationalen Verkehrs im Sinne des Artikels 28 ist die Schifffahrt auf der Mosel sowohl bei der Talfahrt als auch bei der Bergfahrt für Fahrzeuge aller Länder zum Schleppen und zur Beförderung von Gütern und von Personen frei, vorausgesetzt, dass die Bestimmungen dieser Konvention und die zur Aufrechterhaltung der allgemeinen Sicherheit erlassenen Vorschriften sowie die Vorschriften, die die Vertragsstaaten etwa einvernehmlich erlassen, eingehalten werden.

(2) Die öffentlichen Häfen und Umschlagstellen oder diejenigen mit einer Auflage für ihre öffentliche Benutzung am Lauf der Mosel im Sinne des Artikel 28 stehen den Schifffahrtstreibenden ohne Unterschied der Staatsangehörigkeit unter gleichen Bedingungen zur Verfügung.

Artikel 30

Sollte das derzeitige Rheinregime geändert werden, werden die Vertragsstaaten sich wegen einer Ausdehnung des neuen Rheinregimes auf die Mosel - gegebenenfalls mit entspre-

chenden Anpassungen - konsultieren.

Artikel 31

Für die Zollbehandlung der Moselschifffahrt gelten die folgenden Bestimmungen:

1. Es finden entsprechende Anwendung
 - a) die Zollbestimmungen der in Mannheim am 17. Oktober 1868 unterzeichneten Revidierten Rheinschiffahrtsakte einschliesslich ihrer späteren Änderungen und Ergänzungen;
 - b) die Bestimmungen der Ordnung für den Zollverschluss der Rheinschiffe;
 - c) die Bestimmungen des Abkommens zwischen den Rheinuferstaaten und Belgien vom 16. Mai 1952 über die zoll- und abgabenrechtliche Behandlung des Gasöls, das als Schiffsbedarf in der Rheinschifffahrt verwendet wird; die entsprechende Anwendung der Bestimmungen dieses Abkommens kann unter den in seinem Artikel 6 aufgeführten Voraussetzungen von jedem Vertragsstaat für den Bereich der Mosel gekündigt werden.
2. Wenn die vorgenannten Bestimmungen nach dem 1. Januar 1956 geändert werden sollten, so ist die entsprechende Anwendung der geänderten Bestimmungen auf den Bereich der Mosel von der Zustimmung der in Abschnitt V B genannten Moselkommission abhängig.
3. Die Vertragsstaaten werden im Bereich der Mosel in möglichst weitem Umfang die Verwendung der einheitlichen Zollpapiere zulassen, die in der Rheinschifffahrt verwendet werden.

Artikel 32

(1) Die am 1. Januar 1956 auf dem Rhein geltenden Bestimmungen über Passwesen, Polizei, Gesundheitswesen, Soziale Sicherheit, Schiffsinspektion und Mindestbesatzung finden vorbehaltlich etwaiger Änderungen und Anpassungen, die von der Moselkommission beschlossen werden, auch auf die Mosel Anwendung.

(2) Änderungen der für den Rhein geltenden Bestimmungen, die nach dem 1. Januar 1956 vorgenommen wurden oder noch vorgenommen werden, können auf die Mosel nur durch Beschluss der Moselkommission, gegebenenfalls unter Anpassung an die Besonderheiten der Mosel, ausgedehnt werden.

(3) Durch diese Massnahmen soll auch der örtliche Verkehr der Fahrzeuge von weniger als 400 t Tragfähigkeit erleichtert werden.

Artikel 33

- (1) Auf der Mosel besteht kein Lotsenzwang.
- (2) Die Bedingungen für die Ausstellung der Schifferpatente werden durch die Moselkommission festgelegt. Vorbehaltlich anderweitiger Entscheidung dieser Kommission gelten die Rheinschifferpatente auch auf der Mosel.

Artikel 34

- (1) In geeigneten Orten an oder in der Nähe der Mosel und, insoweit jede Regierung es für notwendig hält, werden Gerichte eingesetzt, die in den in Artikel 35 genannten Angelegenheiten entscheiden.
- (2) Die drei Regierungen der Vertragsstaaten unterrichten sich gegenseitig über die Einrichtung von Moselschiffahrtsgerichten auf ihrem Gebiet und über Änderungen in der Zahl, dem Amtssitz und der Zuständigkeit dieser Gerichte.
- (3) Das Verfahren vor diesen Gerichten ist das gleiche wie vor den Rheinschiffahrtsgerichten gemäss Artikel 32 bis 40 der Revidierten Rheinschiffahrtsakte.
- (4) Gegen Entscheidungen der Moselschiffahrtsgerichte kann anstelle des Obergerichts des Landes, in dem die Entscheidung ergangen ist, auch der Berufungsausschuss der Moselkommission angerufen werden.

Der Berufungsausschuss besteht aus 3 Mitgliedern. Jede der Regierungen der Vertragsstaaten ernannt jeweils auf die Dauer von 4 Jahren je einen Richter oder einen Professor der Rechtswissenschaften ihres Landes als Mitglied und als dessen Stellvertreter. Diese üben ihr Amt in voller Unabhängigkeit aus und sind an keine Weisungen gebunden. Sie können während ihrer Amtsdauer gegen ihren Willen nicht abberufen werden. Sie dürfen an der Entscheidung einer Angelegenheit nicht mitwirken, mit welcher sie in anderem Zusammenhang bereits befasst waren oder an der sie unmittelbar interessiert sind. Der Berufungsausschuss hat seinen Sitz am Sitz der Moselkommission. Er regelt sein gerichtliches Verfahren durch eine Verfahrensordnung, die der Zustimmung der Regierungen der Vertragsstaaten bedarf.

Artikel 35

Die Moselschiffahrtsgerichte sind zuständig:

- 1) in Strafsachen zur Untersuchung und Bestrafung aller Zuwiderhandlungen gegen die schiffahrts- und strompolizeilichen Vorschriften,
- 2) in Zivilsachen zur Entscheidung im summarischen Prozessverfahren über Klagen wegen
 - a) Zahlung und Höhe der Schiffahrtsabgaben, Kran-, Hafen- und Kaigebühren,
 - b) der Beschädigungen, welche die Schiffer während der Fahrt oder beim Anlanden verursachen.

Artikel 36

(1) Die Vertragsstaaten haben die Wasserstrasse der Mosel auf dem innerhalb ihrer Grenzen liegenden Abschnitt in gutem Zustand zu erhalten und alle Maßnahmen zu treffen, die notwendig sind, damit die Schifffahrt unter den bestmöglichen Bedingungen ausgeübt werden kann. Insbesondere obliegen den Uferstaaten die Bezeichnung der Fahrrinne und der Wahrschauland.

(2) Die Moselkommission fasst alle Entschliessungen und gibt alle Empfehlungen für eine gute Durchführung der Bestimmungen dieses Artikels.

Artikel 37

(1) Jeder Vertragsstaat übermittelt zu gegebener Zeit der Moselkommission eine allgemeine Beschreibung derjenigen Kunstbauten und Arbeiten, die er im Moselbett, an den Ufern oder über dem Flussbett auszuführen oder ausführen zu lassen beabsichtigt.

(2) Die Kommission prüft, ob die Ausführung der vorgesehenen Arbeiten den Interessen der Schifffahrt Rechnung trägt, wie sie sich aus diesem Vertrage ergeben. Ist das nicht der Fall, so hat sie die in Frage kommende Regierung aufzufordern, die Pläne ändern zu lassen und ihr neue Vorschläge zu unterbreiten.

Artikel 38

Die Bestimmungen des Artikels 3 der Revidierten Rheinschiffahrtsakte und des Schlussprotokolls zu dieser Akte gelten auch für den Lauf der Mosel, der Gegenstand dieses Vertrages ist.

B. Moselkommission

Artikel 39

(1) Spätestens ein Jahr vor dem für die Eröffnung der Großschiffahrt auf der Mosel vorgesehenen Zeitpunkt wird eine Kommission eingesetzt, der Vertreter eines jeden der drei Uferstaaten angehören und die den Namen "Moselkommission" führt.

(2) Sitz dieser Kommission ist Trier. -

Artikel 40

(1) Die Kommission hat folgende Zuständigkeiten:

- a) Die Kommission beschliesst für den Abschnitt Diedenhofen-Koblenz nach Massgabe dieses Vertrages über die Modalitäten der Schiffahrtsabgaben (Güterklassenverzeichnis, Abgabensätze usw.) und die Art ihrer Erhebung.
- b) Die Kommission erhält die im Abschnitt über das Schiffahrtsregime auf der Mosel vorgesehenen Befugnisse.
- c) Ganz allgemein hat die Kommission darüber zu wachen, dass die Ertragslage der Schiffahrt auf der Mosel auf einem möglichst hohen Stande gehalten wird.

(2) Die Regierungen leisten der Kommission jede für die gute Durchführung ihrer Aufgaben notwendige Hilfe.

Artikel 41

(1) Jeder Uferstaat benennt zwei Vertreter.

(2) Der Präsident der Kommission wird mit Stimmenmehrheit der Vertreter und aus ihrer Mitte jeweils für ein Jahr gewählt. Der Vorsitz fällt nacheinander jedem der drei Staaten zu.

(3) Die Kommission gibt sich eine Geschäftsordnung.

Artikel 42

Jede Regierung der Uferstaaten kommt für die Unkosten ihrer Delegierten auf. Die Kommission stellt jeweils ihren Haushalt für das kommende Jahr im voraus auf, und die Uferstaaten übernehmen diese Kosten zu gleichen Teilen.

Artikel 43

Die Moselkommission tritt alljährlich zu zwei Tagungen zusammen. Ausserordentliche Tagungen finden auf Vorschlag eines der drei Uferstaaten statt. Die Kommission erstattet alljährlich einen Bericht über ihre Tätigkeit und über die Schifffahrt auf der Mosel.

Artikel 44

Die Kommission fasst ihre Beschlüsse mit Einstimmigkeit der anwesenden Delegierten bzw. deren Vertreter.

Abschnitt VI

Allgemeine Bestimmungen

Artikel 45

Die Verwaltungsbehörden werden die geltenden nationalen Gesetze und sonstigen Rechtsvorschriften so anwenden, dass das Bauvorhaben des Ausbaues der Mosel möglichst gefördert wird.

Artikel 46

(1) Die Gesellschaft wird steuerlich nicht schwerer belastet, als wenn die Arbeiten unmittelbar von den Verwaltungsbehörden der Vertragsstaaten durchgeführt würden.

(2) Demgemäss wird die Gesellschaft, soweit sie sich im Rahmen ihres satzungsmässigen Zwecks hält, insbesondere befreit:

- a) von den Steuern, bei denen eine Steuerschuld als Folge der Gründung, der Kapitalerhöhung, der Fortführung, der Auflösung und der Aufteilung des Gesellschaftskapitals entsteht oder entstehen kann, desgleichen von den Steuern, die bei einer Darlehensgewährung an die Gesellschaft durch die Vertragsstaaten oder bei einer Investierung von Kapital in ihre festen Betriebsstätten fällig werden können;
- b) von den Steuern auf den Erwerb der für ihren Betrieb erforderlichen Grundstücke mit Ausnahme derjenigen, die zum persönlichen Bedarf ihrer Beamten und Angestellten bestimmt sind: die deutschen Steuerbehörden behalten sich jedoch vor, die Grunderwerbsteuer zu erheben;
- c) von den Steuern auf den Gewinn der Gesellschaft und von den Steuern, die sich auf den Betrieb gewerblicher Unternehmungen gründen;
- d) von den Steuern - soweit sie nicht die Vergütung für eine Leistung darstellen -, die auf die Einkünfte aus ihren Grundstücken und aus der Benutzung von in ihrem Eigentum oder ihr zur Verfügung stehenden Grundstücken erhoben werden, mit Ausnahme derjenigen Grundstücke, die für den persönlichen Bedarf ihrer Beamten und Angestellten bestimmt sind;
- e) von den Umsatzsteuern, insoweit als sie auf die in den Rahmen dieses Vertrages fallenden Vorgänge zwischen der Gesellschaft und den Verwaltungen der Vertragsstaaten entfallen;
- f) von den Steuern auf das Vermögen mit Ausnahme derjenigen, die die Grundstücke belasten, welche für den persönlichen Bedarf der Beamten und Angestellten der Gesellschaft bestimmt sind;
- g) von den Steuern auf die Ausgabe übertragbarer Wertpapiere, die das Kapital der Gesellschaft oder von ihr

ausgegebene Schuldverschreibungen darstellen, und auf den Verkehr mit solchen Wertpapieren, soweit die Gesellschaft oder die Vertragsstaaten bei diesen Steuern Steuerschuldner wären.

Artikel 47

(1) Geräte und Werkzeuge einschliesslich ihrer Ersatzteile, die zur Verwendung bei den Kanalisierungsarbeiten bestimmt sind, können zum vorübergehenden Gebrauch im Verwendungsstaat frei von Zöllen und sonstigen Abgaben, die von den Zollverwaltungen erhoben werden, eingeführt werden. Jede der Regierungen der Vertragsstaaten behält sich jedoch das Recht vor, gegenüber den in ihrem Gebiet ansässigen Unternehmen ihre nationale Gesetzgebung über die zollfreie Einfuhr zum vorübergehenden Gebrauch anzuwenden. Die Erhebung von Gebühren, die für besondere Leistungen zu entrichten sind, wird durch diese Bestimmungen nicht ausgeschlossen.

(2) Die Einfuhr, die Ausfuhr und die Wiederausfuhr der in Absatz 1 genannten Gegenstände werden durch Verbote oder Beschränkungen wirtschaftlicher Art nicht behindert werden, sofern sie im Rahmen der im vorliegenden Verträge vorgesehenen Bauarbeiten vorgenommen werden.

(3) Die Vertragsstaaten können beim Eingang und beim Ausgang der in Absatz 1 genannten Gegenstände alle von ihnen für notwendig erachteten Überwachungsmassnahmen treffen.

(4) Wenn die in Absatz 1 genannten Gegenstände zu anderen Zwecken als den in Betracht kommenden Bauarbeiten verwendet oder wenn sie an Dritte entgeltlich oder unentgeltlich veräussert werden, können die Zölle und Abgaben, von denen diese Gegenstände vorübergehend befreit worden sind, von dem Vertragsstaat, der die Befreiung gewährt hat, erhoben werden, abgesehen von Strafmassnahmen, die im Falle der Hinterziehung Anwendung finden.

Artikel 48

Gemäss dem Verträge über die belgisch-luxemburgische Zoll-

union vom 25. Juni 1921 wird die luxemburgische Regierung alles Erforderliche veranlassen, um, soweit nötig, die Zustimmung der zuständigen Behörden des Königreichs Belgien zu den Zollbestimmungen des vorliegenden Vertrages zu erhalten.

Artikel 49

Die Bediensteten der Gesellschaft können auf dem Gebiete der sozialen Sicherheit nach dem von den zuständigen Behörden der Vertragsstaaten gebilligten Verfahren zwischen der Gesetzgebung ihres Arbeitsortes oder der ihres Herkunftsortes wählen oder die Vorteile einer von der Gesellschaft vorgeschlagenen Regelung erhalten.

Artikel 50

(1) Am 1. Januar des Jahres, das der Eröffnung des durchgehenden öffentlichen Verkehrs zwischen Koblenz und Diedenhofen folgt, tritt das in Artikel 19, 20 und 26 geregelte Verfahren zur Verteilung der Schifffahrtsabgaben in Kraft.

(2) Vom gleichen Tage ab laufen die Verzinsung des Stammkapitals und die Verzinsung und Tilgung der vor diesem Zeitpunkt aufgenommenen Darlehen, wie in Artikel 20 vorgesehen.

(3) Verzinsung und Tilgung später aufgenommener Darlehen gemäss Artikel 20 beginnen am Tage ihrer Aufnahme.

(4) Die erste Verteilung der Schifffahrtsabgaben wird spätestens am 1. März des Jahres erfolgen, das dem in Absatz 1 genannten Jahre folgt. Sie erstreckt sich auf die von der Eröffnung der Grossschifffahrt auf der Mosel zwischen Koblenz und Diedenhofen bis zum 31. Dezember des in Absatz 1 genannten Jahres eingegangenen Schifffahrtsabgaben und ist für die Abrechnung dieses Jahres bestimmt.

Artikel 51

Die Vertragsstaaten werden die erforderlichen Massnahmen treffen, um die Ermächtigungen zu erteilen, die notwendig

sind für den Umtausch der Mittel der Gesellschaft in eine der Währungen dieser Staaten, soweit dieser Umtausch für die Erfüllung der Gesellschaftsaufgabe notwendig ist. Ebenso werden sie entsprechende Ermächtigungen für den Umtausch des Aufkommens aus den Schifffahrtsabgaben erteilen, soweit dieser Umtausch erforderlich ist, um eine den Bestimmungen dieses Vertrages entsprechende Verteilung der Schifffahrtsabgaben vornehmen zu können.

Artikel 52

Die Französische Republik übernimmt es, auf ihre Kosten in möglichst kurzer Frist die Arbeiten auszuführen, die erforderlich sind, um die Mosel zwischen Diedenhofen und Metz für Schiffe von 1 500 t zugänglich zu machen.

Artikel 53

Die Vertragsstaaten werden im Rahmen ihrer Zuständigkeit dafür sorgen, dass die für das Bauvorhaben erforderlichen behördlichen Genehmigungen nach dem in jedem Staat geltenden Recht erteilt werden.

Artikel 54

Die Vertragsstaaten verpflichten sich, dafür zu sorgen, dass keine Massnahme getroffen wird, die die Erzeugung der Wasserkraft erheblich beeinträchtigen würde, insbesondere dafür, dass Wasser der Mosel oder ihrer Nebenflüsse nicht in ein anderes Abflussgebiet abgeleitet wird.

Artikel 55

Die Vertragsstaaten werden die Massnahmen treffen, die erforderlich sind, um die Reinhaltung der Mosel und ihrer Zuflüsse sicherzustellen. Aus diesem Anlass werden die Vertragsstaaten für die Errichtung einer zweckdienlichen Zusammenarbeit ihrer zuständigen Behörden sorgen.

Artikel 56

Die Regierungen der Vertragsstaaten werden durch zwei- oder mehrseitige Übereinkommen die Fragen regeln, die sich aus den durch die bestehenden internationalen Verträge gegebenen besonderen Rechtsverhältnissen des Mosellaufs an der Grenze zwischen der Bundesrepublik Deutschland und dem Grossherzogtum Luxemburg bzw. der Französischen Republik ergeben, insbesondere für die Herstellung der Bauwerke, den Betrieb, die Unterhaltung und die Erneuerung dieser Bauwerke und des Schiffahrtsweges, die Ausnutzung der Wasserkräfte sowie die Zuständigkeit der Gerichte gemäss Artikel 34 ff.

Abschnitt VII

Schiedsverfahren

Artikel 57

Streitigkeiten zwischen den Vertragsstaaten über die Auslegung oder Anwendung dieses Vertrages sollen, soweit möglich, einvernehmlich beigelegt werden.

Artikel 58

Soweit ein Streit auf diese Weise nicht innerhalb von drei Monaten beigelegt werden kann, ist er auf Verlangen eines Vertragsstaates einem Schiedsgericht zu unterbreiten.

Artikel 59

(1) Das Schiedsgericht wird von Fall zu Fall in der Weise gebildet, dass jeder Streitteil ein Mitglied bestellt und dass diese Mitglieder sich auf den Angehörigen eines dritten Staates als Obmann einigen. Werden die Mitglieder und der Obmann nicht innerhalb von drei Monaten bestellt, nachdem ein Vertragsstaat seine Absicht, das Schiedsgericht anzurufen, bekanntgegeben hat, so kann in Ermangelung einer anderen Vereinbarung jeder Streitteil den Präsidenten des Internationalen

Gerichtshofes bitten, die erforderlichen Ernennungen vorzunehmen. Für den Fall, dass der Präsident die Staatsangehörigkeit eines der Vertragsstaaten besitzt oder aus einem anderen Grunde verhindert ist, soll der Vizepräsident die erforderlichen Ernennungen vornehmen.

(2) Das Schiedsgericht entscheidet mit Stimmenmehrheit. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Obmanns. Die Entscheidungen sind bindend. Jeder Streitteil trägt die Kosten seines Mitglieds. Die übrigen Kosten werden von den Streitteilen zu gleichen Teilen getragen. Im übrigen regelt das Schiedsgericht sein Verfahren selbst.

Artikel 60

Falls während der Durchführung des Ausbaus eine Streitigkeit nicht binnen Monatsfrist beigelegt werden kann, wird der Streit, sofern die Streitteile sich über die Anwendung eines beschleunigten Verfahrens verständigen, dem Schiedsspruch eines einem dritten Staat angehörenden und von den Streitteilen einvernehmlich gewählten Sachverständigen unterworfen. Ist der Sachverständige nicht innerhalb eines Monats bestimmt worden, nachdem einer der Streitteile seine Absicht, das beschleunigte Verfahren anzuwenden, bekanntgegeben hat, so kann jeder Streitteil den Präsidenten des Internationalen Gerichtshofs um die Vornahme der Ernennung bitten.

Artikel 61

(1) In einem Streit zwischen zwei Vertragsstaaten kann der dritte sich beteiligen, wenn er ein Interesse an der Entscheidung des Streites nachweist; seine Beteiligung darf nichts anderes bezwecken als die Unterstützung des Anspruchs eines der Streitteile.

(2) In den in Artikel 58 genannten Fällen ändert die Beteiligung nicht die Zusammensetzung des Schiedsgerichts nach Artikel 59.

Artikel 62

Dieser Vertrag nebst seinen zwei Anlagen tritt am Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die unterzeichneten Bevollmächtigten diesen Vertrag mit ihren Unterschriften und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen zu Luxemburg am 27. Oktober 1956 in drei Urschriften, jede in deutscher und französischer Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermassen verbindlich ist.

Für die
Französische
Republik



Für die
Bundesrepublik
Deutschland



Für das
Grossherzogtum
Luxemburg



Anlage I

Beschreibung der Vertragsarbeiten und
Abgrenzung gegenüber den Kraftwerksbauten

Artikel 1

Der Ausbau der Mosel umfaßt die Arbeiten, die notwendig sind, um den Verkehr von 1500 t-Schiffen praktisch während des ganzen Jahres zwischen Diedenhofen (km 270,781) und Koblenz (Rheinmündung) sicherzustellen. Das sind:

- A) 13 Wehre bei Lehmen, Müden, Pankel, St.Aldegund, Enkirch, Zeltingen, Wintrich, Detzem, Trier, Grevenmacher, Palzem, Apach und Königsmacher.
- B) Je 1 Schleuse an den obengenannten Wehren und an der Staustufe Koblenz. Bei Detzem und Königsmacher liegen die Schleusen in den Seitenkanälen. Alle Schleusen erhalten 165 m nutzbare Länge und 12 m nutzbare Breite.
Neben den den 13 Wehren zu A) entsprechenden Schleusen wird das Gelände für eine zweite Schleuse vorgesehen.
- C) Vorhäfen oberhalb und unterhalb der Schleusen, die die Abwicklung eines Verkehrs von rd. 10 Mio t im Jahr sicherstellen. Diese Vorhäfen werden von vornherein mit den Abmessungen für zwei Schleusen hergestellt.
- D) Der Ausbau einer Fahrrinne durch Baggerungen und Felsaushub mit einer Tiefe von 2,50 m unter dem hydrostatischen Stauspiegel und einer Breite von mindestens 40,0 m.
- E) Je ein Seitenkanal von ungefähr 1 km Länge bei Detzem und Königsmacher.
- F) 5 Sicherheitshäfen, 4 davon in Deutschland und einer in Frankreich. Diese Häfen sollen vorgesehen werden, um bei Behinderung durch Eis oder Hochwasser die auf der Mosel befindlichen Schiffe aufzunehmen.

- G) Alle Änderungen und Ergänzungen von bestehenden Bauwerken, die für die Sicherung des normalen Schiffsverkehrs für erforderlich gehalten werden.
- H) Bootsschleusen, soweit sie für erforderlich gehalten werden.
- J) 1 Fischtreppe an jedem Wehr.
- K) Alle zugehörigen Einrichtungen, soweit sie für die Sicherheit und ordnungsgemäße Abwicklung der Schifffahrt erforderlich sind, wie zum Beispiel: Bezeichnung der Fahrrinne, Beleuchtung der Schleusen und Vorhäfen, Lichtsignale, Lautsprecheranlagen an den Schleusen, Streckenfernsprecher.
- L) Die für den Betrieb und die Unterbringung des Betriebspersonals erforderlichen Hochbauten.
- M) Alle schadenverhütenden Maßnahmen, die im Zuge des Ausbaues notwendig sind, soweit keine Entschädigungen gezahlt werden.

Artikel 2

Der Ausbau umfaßt ebenfalls die vorbereitenden Arbeiten, vor allem:

- die Einrichtung der Dienststellen,
- die Beschaffung von Plan- und Kartenmaterial,
- die Durchführung von Bodenuntersuchungen,
- die Aufstellung des Gesamtentwurfs und der Bauausführungsentwürfe,
- die Einleitung und Durchführung aller erforderlichen behördlichen Verfahren,
- den Grunderwerb und - soweit notwendig - Enteignung.

Artikel 3

Wenn anschließend an das Wehr ein Wasserkraftwerk errichtet wird, muß in den Entwürfen die Grenze zwischen beiden Bauwerken so festgelegt werden, daß das Wehr unabhängig von dem Kraftwerk gebaut werden kann.

Artikel 4

Die Bauart, das Bauverfahren, die Art der Wehrverschlüsse und der Schleusentore sollen so gewählt werden, daß sie die Sicherheit des Betriebs und die Leichtigkeit der Unterhaltung gewährleisten, das Landschaftsbild der Mosel nicht stören und eine möglichst preisgünstige Ausführung gestatten.

Artikel 5

Falls ein und dasselbe Unternehmen ein Kraftwerk gleichzeitig mit einem anstoßenden Wehr oder einer anstoßenden Schleuse ausführt, sollen sich die beiden Bauherren in die Kosten der gemeinsamen Baustelleneinrichtung in angemessenem Verhältnis teilen.

B

W

CB

Anlage II

Gesellschaftsvertrag
der Internationalen Mosel-Gesellschaft mit be-
schränkter Haftung

I. Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1

Firma

Die Gesellschaft führt die Firma: Internationale Mosel-Gesellschaft mit beschränkter Haftung.

Artikel 2

Sitz

Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Trier.

Artikel 3

Gegenstand des Unternehmens

Gegenstand des Unternehmens ist die Finanzierung und in Zusammenarbeit mit den nationalen Wasserbauverwaltungen der Ausbau der Mosel zwischen Koblenz und Diedenhofen für den Verkehr von 1500 t-Schiffen gemäß dem Verträge zwischen der Bundesrepublik Deutschland, der Französischen Republik und dem Großherzogtum Luxemburg vom 27. Oktober 1956.

Artikel 4

Bekanntmachungen

Die Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen in der Bundesrepublik Deutschland im Bundesanzeiger, in Frankreich im Journal Officiel und in Luxemburg im Mémorial.

II. Stammkapital, Einlagen und Geschäftsanteile

Artikel 5

Höhe des Stammkapitals, Einlagen der Gesellschafter

(1) Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt 102 Mio Deutsche Mark.

(2) Die Gesellschafter leisten auf das Stammkapital folgende Einlagen:

1. die Bundesrepublik Deutschland 50 Mio DM,
2. die Französische Republik 50 Mio DM,
3. das Großherzogtum Luxemburg 2 Mio DM.

Artikel 6

Teilung der Geschäftsanteile

Die Geschäftsanteile der in Artikel 5 genannten Gesellschafter werden in selbständige, für sich veräußerliche Geschäftsanteile zu je 10 000 Deutsche Mark geteilt.

Artikel 7

Übertragung der Geschäftsanteile

Die Übertragung der Geschäftsanteile bedarf der einstimmigen Zustimmung der Gesellschafterversammlung.

III. Verfassung der Gesellschaft

Artikel 8

Organe der Gesellschaft

Organe der Gesellschaft sind:

- a) die Geschäftsführer,
- b) der Aufsichtsrat,
- c) die Gesellschafterversammlung.

Geschäftsführer

Artikel 9

Zahl der Geschäftsführer

Es werden 2 Geschäftsführer bestellt, von denen der eine von den französischen Gesellschaftern, der andere von den deutschen Gesellschaftern benannt wird.

Artikel 10

Geschäftsführung und Beschlußfassung

- (1) Der Aufsichtsrat kann den Geschäftsführern eine Geschäftsordnung geben.
- (2) Die Geschäftsführer führen die Geschäfte der Gesellschaft gemeinschaftlich. Sie fassen ihre Beschlüsse einstimmig. Haben sie Geschäfte auf Angestellte übertragen, so bedarf jede Entscheidung der Mitwirkung eines deutschen und eines französischen Angestellten. Betrifft die Entscheidung unmittelbar luxemburgisches Gebiet, so ist die Mitwirkung eines luxemburgischen Angestellten erforderlich.
- (3) Laufende Geschäfte von geringerer Bedeutung sollen in der Regel auf Prokuristen und Handlungsbevollmächtigte übertragen

werden.

(4) Die Geschäftsführer haben auf Verlangen eines von ihnen unverzüglich über die anfallenden Geschäfte zu beschließen. Kommt eine Einigung nicht zustande, so ist auf Antrag eines von ihnen die Angelegenheit dem Aufsichtsrat zu unterbreiten.

(5) Folgende Geschäfte dürfen die Geschäftsführer nur mit vorheriger Zustimmung des Aufsichtsrates vornehmen:

- a) die Aufstellung eines Wirtschaftsplanes über die jährlichen Ausgaben und deren Deckung mit allen notwendigen Unterlagen;
- b) die Erteilung des Einverständnisses der Gesellschaft in den in Artikel 2 Abs. 3 Buchst. a, Abs. 5 Buchst. a, b und e des Vertrages vom 27. Oktober 1956 bezeichneten Fällen;
- c) die Erteilung des Einverständnisses der Gesellschaft in den in Artikel 2 Abs. 3 Buchst. b des Vertrages vom 27. Oktober 1956 bezeichneten Fällen, soweit die Verpflichtungen im Einzelfalle den Betrag von 700 000 DM überschreiten;
- d) die Erteilung des Einverständnisses der Gesellschaft in den in Artikel 2 Abs. 5 Buchst. c des Vertrages vom 27. Oktober 1956 bezeichneten Fällen, soweit die Verpflichtungen im Einzelfall den Betrag von 200 000 DM überschreiten;
- e) Aufnahme von Krediten mit einer Laufzeit von mehr als 2 Jahren und von anderen Krediten, die einen Gesamtbetrag von 300 000 DM überschreiten, ausgenommen Kredite im Rahmen eines vom Aufsichtsrat gebilligten allgemeinen Finanzierungsplanes;

- f) die Anstellung oder Entlassung von Angestellten mit einem Bruttomonatsgehalt von über 1 500 DM oder für eine gewährleistete Beschäftigungszeit von mehr als drei Jahren;
 - g) die Übernahme von Bürgschaften, Garantien oder Wechselverpflichtungen;
 - h) die Gewährung von Versorgungsansprüchen und freiwilligen Zuwendungen;
 - i) die Übernahme von Nebenämtern oder sonstiger nebenberuflicher Tätigkeit durch Geschäftsführer, Prokuristen oder Handlungsbevollmächtigte;
 - j) der Erwerb oder die Aufgabe von Beteiligungen an anderen Unternehmen oder Interessengemeinschaften;
 - k) Rechtsgeschäfte und Maßnahmen, zu deren Vornahme der Aufsichtsrat sich die Zustimmung vorbehält.
- (6) Der Aufsichtsrat kann für bestimmte Arten von Geschäften seine Zustimmung allgemein erteilen.
- (7) Auf Vorschlag der Geschäftsführer beschließt der Aufsichtsrat über die Einforderung von Einzahlungen auf die Stammeinlagen und die Bestellung von Prokuristen und Handlungsbevollmächtigten.
- (8) § 95 Abs.5 des Aktiengesetzes gilt für den Aufsichtsrat nicht.

Artikel 11

Vertretung der Gesellschaft

(1) Die Gesellschaft wird durch die gemeinschaftlich handelnden Geschäftsführer oder durch einen Geschäftsführer gemeinsam mit einem Prokuristen vertreten. Kein Geschäftsführer, kein Prokurist oder Handlungsbevollmächtigter kann allein die Gesellschaft verpflichten.

(2) Wird die Gesellschaft durch einen Geschäftsführer und einen Prokuristen oder Handlungsbevollmächtigten vertreten, so muß der eine deutscher, der andere französischer Staatsangehöriger sein. Betrifft das Geschäft unmittelbar luxemburgisches Gebiet, so bedarf es außerdem der Mitwirkung eines luxemburgischen Prokuristen.

(3) Wird die Gesellschaft durch zwei Prokuristen oder zwei Handlungsbevollmächtigte oder einen Prokuristen und einen Handlungsbevollmächtigten vertreten, so gilt der Absatz 2 entsprechend.

Aufsichtsrat

Artikel 12

Zusammensetzung

(1) Der Aufsichtsrat besteht aus 14 Mitgliedern.

(2) Ein Aufsichtsratsmitglied kann sein Amt jederzeit niederlegen. Die Absicht der Amtsniederlegung muß dem Vorsitz der Aufsichtsrats wenigstens einen Monat vorher angezeigt werden.

Artikel 13

Bestellung und Abberufung

(1) Die Bestellung der Aufsichtsratsmitglieder erfolgt durch Entsendung der Mitglieder von seiten der Gesellschafter, und zwar werden 6 Mitglieder von den deutschen Gesellschaftern, 6 Mitglieder von den französischen

Gesellschaftern, 2 Mitglieder von den luxemburgischen Gesellschaftern entsandt. Die Mitglieder sind mit ihrer Benennung durch die berechtigten Gesellschafter gegenüber der Gesellschaft bestellt.

(2) Die Aufsichtsratsmitglieder werden jeweils für die Zeit bis zur Beendigung der Gesellschafterversammlung, die über die Entlastung für das 4. Geschäftsjahr nach der Entsendung beschließt, bestellt ; hierbei wird das Geschäftsjahr, in dem sie entsandt wurden, nicht mitgerechnet. § 87 Abs.3 des Aktiengesetzes gilt nicht.

(3) Scheidet ein Aufsichtsratsmitglied aus, so haben die berechtigten Gesellschafter unverzüglich ein neues Mitglied zu entsenden.

(4) Wird während der Amtsdauer der übrigen Aufsichtsratsmitglieder ein neues Mitglied entsandt, so erfolgt die Entsendung für den Rest der Amtsdauer der übrigen Aufsichtsratsmitglieder.

(5) Die Aufsichtsratsmitglieder können von den berechtigten Gesellschaftern jederzeit abberufen und durch andere ersetzt werden.

Artikel 14

Vorsitzer

(1) Der Aufsichtsrat wählt alljährlich im Anschluß an die ordentliche Gesellschafterversammlung unter dem Vorsitz des an Jahren ältesten Aufsichtsratsmitgliedes einen Vorsitzenden und zwei Stellvertreter.

(2) Scheidet während der Amtsdauer der Vorsitz oder ein Stellvertreter aus dem Amte aus, so hat der Aufsichtsrat unverzüglich eine Neuwahl vorzunehmen.

Artikel 15

Verhandlungen und Beschlüsse

(1) Der Vorsitz des Aufsichtsrats oder im Verhinderungsfalle sein jeweiliger Stellvertreter hat den Aufsichtsrat einzuberufen, wenn ein Geschäftsführer oder ein Mitglied des Aufsichtsrats dies unter Angabe der Gründe und des Zwecks verlangt.

(2) Der Aufsichtsrat ist beschlußfähig, wenn mehr als 2/3 seiner Mitglieder anwesend oder vertreten sind.

(3) Beschlüsse des Aufsichtsrats werden mit 2/3 Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefaßt. Betrifft ein Beschluß unmittelbar luxemburgisches Gebiet, so bedarf der Beschluß der Zustimmung der luxemburgischen Aufsichtsratsmitglieder.

(4) Beschlüsse des Aufsichtsrats können auch auf schriftlichem oder telegraphischem Wege gefaßt werden, wenn kein Aufsichtsratsmitglied diesem Verfahren widerspricht.

Artikel 16

Teilnahme der Geschäftsführer an den Sitzungen

Die Geschäftsführer können an den Sitzungen des Aufsichtsrats mit beratender Stimme teilnehmen. Sie können ferner verlangen, daß bestimmte Punkte auf die Tagesordnung der Aufsichtsratssitzung gesetzt werden.

Artikel 17

Vertretung von Aufsichtsratsmitgliedern

In einer Sitzung des Aufsichtsrats kann ein Aufsichtsratsmitglied, das verhindert ist, sich durch eine mit schriftlicher Vollmacht versehene Person entsprechend den ihm bei der Entsendung in den Aufsichtsrat auferlegten Bedingungen vertreten lassen. Dies gilt nicht für den Vorsitz des Aufsichtsrats und einen Stellvertreter, wenn dieser den Vorsitz führt.

Artikel 18

Willenserklärungen und Geschäftsordnung

- (1) Rechtsgeschäftliche Willenserklärungen des Aufsichtsrats werden von seinem Vorsitz oder bei dessen Verhinderung von seinem jeweiligen Stellvertreter abgegeben.
- (2) Der Aufsichtsrat kann sich eine Geschäftsordnung geben.

Gesellschafterversammlung

Artikel 19

Einberufung

Die Gesellschafterversammlung wird durch die Geschäftsführer oder den Aufsichtsrat einberufen.

Artikel 20

Vorsitzer

- (1) Den Vorsitz in der Gesellschafterversammlung führt der Vorsitz des Aufsichtsrats, bei seiner Verhinderung

der erste, bei dessen Verhinderung der zweite Stellvertreter. Ist auch dieser verhindert, so wird der Vorsitz von der Gesellschafterversammlung gewählt, und zwar, soweit Aufsichtsratsmitglieder vorhanden sind, aus ihrer Mitte.

(2) Der Vorsitz bestimmt die Reihenfolge der Beratung und die Art der Abstimmung.

Artikel 21

Beschlüsse

(1) Beschlüsse der Gesellschafterversammlung bedürfen einer Mehrheit von mindestens $\frac{2}{3}$ des Stammkapitals, soweit nicht der Vertrag vom 27. Oktober 1956 oder das Gesetz betreffend die Gesellschaften mit beschränkter Haftung zwingend eine höhere Stimmenmehrheit anordnet. Betrifft ein Beschluß unmittelbar luxemburgisches Gebiet, so bedarf er der Zustimmung der luxemburgischen Gesellschafter.

(2) Beschlüsse zur Entlastung der Geschäftsführer und des Aufsichtsrats bedürfen einer Mehrheit von mehr als $\frac{3}{4}$ des Stammkapitals.

IV. Jahresabschluß

Artikel 22

Geschäftsjahr

(1) Das Geschäftsjahr läuft vom 1. Januar bis zum 31. Dezember.

(2) Das 1. Geschäftsjahr endet am 31. Dezember 1957.

Artikel 23

Fristen

In den ersten 5 Monaten des Geschäftsjahres ist der Jahresabschluß für das vorausgegangene Geschäftsjahr aufzustellen und dem Aufsichtsrat vorzulegen. Die Gesellschafterversammlung, die über die Feststellung des Jahresabschlusses, über die Verteilung des Reingewinns und über die Entlastung der Geschäftsführer und des Aufsichtsrates beschließt, hat in den ersten 7 Monaten des Geschäftsjahres stattzufinden.

V. Schlußbestimmungen

Artikel 24

Prüfungen und Einsichtnahme

- (1) Die Geschäftsführung der Gesellschaft ist durch eine deutsche Wirtschaftsprüfungsgesellschaft unter Beachtung der Richtlinien zu prüfen, die von der Regierung oder der sonst zuständigen Rechnungsprüfungsstelle der Bundesrepublik Deutschland, der Französischen Republik und des Großherzogtums Luxemburg im gegenseitigen Einvernehmen erlassen werden.
- (2) Der Prüfungsbericht ist gleichzeitig der Gesellschaft, den Regierungen und den sonst zuständigen Rechnungsprüfungsstellen der Bundesrepublik Deutschland, der Französischen Republik und des Großherzogtums Luxemburg vorzulegen.
- (3) Die Regierungen und die zuständigen Rechnungsprüfungsstellen der Bundesrepublik Deutschland, der Französischen Republik und des Großherzogtums Luxemburg

können nach gegenseitiger Unterrichtung durch Beauftragte Einsicht in den Betrieb und in die Bücher und Schriften der Gesellschaft nehmen.

Artikel 25

Gründungskosten der Gesellschaft

Die Gesellschaft trägt den Gründungsaufwand.

Artikel 26

Auflösung der Gesellschaft

Die Auflösung der Gesellschaft durch gerichtliches Urteil (§ 61 Gesetz betreffend die Gesellschaften mit beschränkter Haftung) oder im Verwaltungsweg (§ 62 Gesetz betreffend die Gesellschaften mit beschränkter Haftung) ist ausgeschlossen.

Artikel 27

Ausscheiden von Gesellschaftern

Die Ausschließung von Gesellschaftern oder der Austritt von Gesellschaftern ist auch aus wichtigem Grund nicht zulässig.

Artikel 28

Verwendung der französischen Sprache

Der Gesellschaftsvertrag, die Beschlüsse der Gesellschafterversammlung, die Beschlüsse des Aufsichtsrats und die Beschlüsse der Geschäftsführer sowie sämtliche Bekanntmachungen der Gesellschaft gemäß Artikel 4 des Gesellschaftsvertrages sind erforderlichenfalls in deutscher und französischer Sprache niederzulegen.

ÉCHANGES DE LETTRES

Ia

*Ministère des Affaires étrangères
République française*

Paris, le 27 octobre 1956

Monsieur le Ministre,

Me référant à la Convention signée ce jour au sujet de la canalisation de la Moselle, et notamment à l'article 37 de cette Convention, j'ai l'honneur de vous proposer l'adoption par chacun des Etats contractants, sans attendre la constitution de la Commission de la Moselle, de prescriptions aux termes desquelles tous les ouvrages d'art qui seront à l'avenir construits entre Thionville et Coblenze au-dessus de la Moselle devront dégager un rectangle de navigation de 40 x 6m., la hauteur de 6 mètres étant mesurée au-dessus des plus hautes eaux navigables.

Je vous serais reconnaissant de vouloir bien me faire part de votre accord sur la proposition qui précède.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

CH. PINEAU

Son Excellence Monsieur von Brentano
Ministre des Affaires étrangères de la
République fédérale d'Allemagne

[GERMAN TEXT — TEXTE ALLEMAND]

IIa

Luxemburg, den 27. Oktober 1956

Seiner Exzellenz
dem Minister für Auswärtige Angelegenheiten
der Französischen Republik
Herrn Christian Pineau

Herr Minister,

Ich habe die Ehre, Ihr Schreiben vom 27.10.1956
wie folgt zu bestätigen:

" Unter Bezugnahme auf den heute unterzeichneten Vertrag über die Schiffbarmachung der Mosel, insbesondere Art. 37 dieses Vertrages, habe ich die Ehre, Ihnen vorzuschlagen, dass jeder der Vertragsstaaten, ohne die Bildung der Moselkommission abzuwarten, Bestimmungen erlässt, wonach die künftigen Kunstbauten über die Mosel zwischen Diedenhofen und Koblenz eine Schifffahrtsöffnung von mindestens 40 x 6 m haben müssen, wobei die Höhe von 6 m über dem höchsten schiffbaren Wasserstand gerechnet wird.

Ich wäre dankbar, wenn Sie mir Ihr Einverständnis mit diesem Vorschlag mitteilen wollten.

Genehmigen Sie, Herr Minister, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung. "

Ich habe die Ehre, Ihnen mein Einverständnis zu dem Vorstehenden zu erklären.

Genehmigen Sie, Herr Minister, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung.

V. Vautour

[TRANSLATION -- TRADUCTION]

Ila

Luxembourg, le 27 octobre 1956

À Son Excellence Monsieur Christian Pineau
Ministre des Affaires étrangères de la République française

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de confirmer votre lettre du 27 octobre 1956 comme suit :

[Voir lettre Ia]

J'ai l'honneur de vous faire savoir que ce qui précède recueille l'agrément de mon Gouvernement.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

VON BRENTANO

Ib

*Ministère des Affaires étrangères
République française*

Paris, le 27 octobre 1956

Monsieur le Président,

Me référant à la convention signée ce jour au sujet de la canalisation de la Moselle, et notamment à l'article 37 de cette Convention, j'ai l'honneur de vous proposer l'adoption par chacun des Etats contractants, sans attendre la constitution de la Commission de la Moselle, de prescriptions aux termes desquelles tous les ouvrages d'art qui seront à l'avenir construits entre Thionville et Coblenze au-dessus de la Moselle devront dégager un rectangle de navigation de 40 x 6m., la hauteur de 6 mètres étant mesurée au-dessus des plus hautes eaux navigables.

Je vous serais reconnaissant de vouloir bien me faire part de votre accord sur la proposition qui précède.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

CH PINEAU

Son Excellence Monsieur Joseph Bech
Président du Gouvernement du
Grand Duché de Luxembourg

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

IIb

Ministère des Affaires étrangères

Luxembourg, le 27 octobre 1956

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre communication du 27 octobre 1956 de la teneur suivante:

[Voir lettre Ib]

J'ai l'honneur de vous marquer l'accord du Gouvernement luxembourgeois sur ce qui précède.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

J. BECH

Son Excellence

Monsieur Christian Pineau

Ministre des Affaires Etrangères de la République française

Paris

[GERMAN TEXT — TEXTE ALLEMAND]

Ic

Luxemburg, den 27. Oktober 1956

Seiner Exzellenz
dem Minister für Auswärtige Angelegenheiten
der Französischen Republik
Herrn Christian Pineau

Herr Minister,

Auf Ihre Anfrage habe ich die Ehre, Ihnen folgendes mitzuteilen:

Die Bediensteten der Moselkanalisierung-GmbH sowie ihre von ihnen unterhaltenen Familienmitglieder und Angehörigen werden auf Grund der deutschen Bestimmungen und im Rahmen des heute unterzeichneten deutsch-französischen Niederlassungs- und Schiffsahrtsvertrages irgendwelchen Einwanderungs- oder Niederlassungsbeschränkungen nicht unterworfen sein. Nach den deutschen Bestimmungen werden sie in der Lage sein, ihr Umzugsgut und ihre persönliche Habe bei ihrer ersten Einreise in die Bundesrepublik zollfrei einzuführen und diese Gegenstände nach Beendigung ihrer Tätigkeit in der Bundesrepublik wieder zollfrei auszuführen.

Ebenso wird der Transfer von Gehältern und Löhnen, soweit er zur Sicherstellung der Familienbedürfnisse erforderlich ist, Beschränkungen nicht unterworfen sein.

Genehmigen Sie, Herr Minister, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung.



von BRENTANO

[TRANSLATION -- TRADUCTION]

Ic

À Son Excellence Monsieur Christian Pineau
Ministre des Affaires étrangères de la République française

Luxembourg, le 27 octobre 1956

Monsieur le Ministre,

Faisant suite à votre demande, J'ai l'honneur de vous communiquer ce qui suit :

[Voir lettre IIc]

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

VON BRENTANO

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

IIc

*Ministère des Affaires étrangères
République française*

Paris, le 27 octobre 1956

Monsieur le Ministre,

Par une lettre en date du 27 octobre 1956, vous avez bien voulu me faire savoir ce qui suit :

"Les agents de la Compagnie internationale de la Moselle, non plus que leurs conjoints et membres de leur famille vivant à leur charge, ne seront soumis, sur la base de la réglementation allemande et dans le cadre de la convention d'établissement franco-allemande signée ce jour, à aucune restriction en ce qui concerne leur immigration et leur établissement sur le territoire de la République fédérale. En se conformant à la réglementation allemande, ils auront la faculté d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets personnels à l'occasion de leur installation dans la République fédérale et de les réexporter en franchise lors de la cessation de leurs fonctions.

De même, aucune limitation ne sera apportée au transfert de leurs traitements ou salaires pour autant que ce transfert répondra à la satisfaction de leurs besoins familiaux".

J'ai l'honneur de prendre acte des assurances qui précèdent.

Veillez agréer, monsieur le ministre, les assurances de ma très haute considération.

CH. PINEAU

Son Excellence Monsieur von Brentano
Ministre des Affaires étrangères
de la République fédérale d'Allemagne

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

Id

Ministère des Affaires étrangères
République Française

Paris, le 27 octobre 1956

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement français s'associera aux demandes que pourra présenter le Gouvernement fédéral allemand à la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier en vue d'obtenir de cette Organisation qu'elle approuve les mesures en faveur de la Sarre qui apparaîtraient nécessaires au Gouvernement fédéral, en application de l'article 67 du Traité, après l'ouverture de la Moselle à la grande navigation.

Il est bien entendu que ces mesures ne devront entraîner de charges financières ni pour le Gouvernement français ni pour les entreprises françaises.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Son Excellence Monsieur von Brentano
Ministre des Affaires étrangères
de la République fédérale d'Allemagne

[GERMAN TEXT — TEXTE ALLEMAND]

II d

Seiner Exzellenz
dem Minister für Auswärtige Angelegenheiten
der Französischen Republik
Herrn Christian Pineau

Herr Minister,

Ich habe die Ehre, den Empfang Ihres heutigen Schreibens zu bestätigen, das wie folgt lautet:

" Ich habe die Ehre Ihnen mitzuteilen, dass die französische Regierung die Anträge unterstützen wird, die die Bundesregierung bei der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl stellen wird, um von dieser Gemeinschaft die Zustimmung zu den Massnahmen zu erlangen, die der Bundesregierung bei Anwendung des Artikels 67 des Vertrages zu Gunsten des Saarlandes nach der Eröffnung der Grossschiffahrt auf der Mosel notwendig erscheinen.

Es besteht Einverständnis darüber, dass diese Massnahmen keine finanziellen Belastungen für Frankreich oder für französische Unternehmen zur Folge haben dürfen. "

Ich habe die Ehre, von Ihrer Erklärung Kenntnis zu nehmen.

Gerechmigen Sie, Herr Minister, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung.



[TRANSLATION -- TRADUCTION]

Id

Luxembourg, le 27 octobre 1956

À Son Excellence Monsieur Christian Pineau
Ministre des Affaires étrangères de la République française

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de confirmer réception de votre lettre de ce jour dont la teneur est la suivante:

[Voir lettre Id]

J'ai l'honneur de prendre connaissance de votre déclaration.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

VON BRENTANO

À Son Excellence Monsieur Christian Pineau
Ministre des Affaires étrangères de la République française

[TRANSLATION -- TRADUCTION]

CONVENTION BETWEEN THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY, THE
FRENCH REPUBLIC AND THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG
CONCERNING THE CANALIZATION OF THE MOSELLE

The President of the Federal Republic of Germany,

The President of the French Republic,

Her Royal Highness the Grand Duchess of Luxembourg,

Have decided to conclude a Convention concerning the improvement of the Moselle for deep-draught shipping between Thionville and Coblenz and to this end have designated as their plenipotentiaries:

The President of the Federal Republic of Germany:

Mr. Heinrich von Brentano, Minister for Foreign Affairs;

The President of the French Republic:

Mr. Christian Pineau, Minister for Foreign Affairs;

Her Royal Highness the Grand Duchess of Luxembourg:

Mr. Joseph Bech, President of the Government, Minister for Foreign Affairs,

Who, after exchanging their credentials, recognized to be in proper form, have agreed as follows:

CHAPTER I. IMPROVEMENT OF THE MOSELLE AND MAINTENANCE OF THE CANALIZED
SECTION OF THE MOSELLE -- USE OF HYDROELECTRIC POWER

Article 1

(1) The Contracting States, in accordance with the provisions set out below, shall act jointly to render the course of the Moselle between Thionville and Coblenz accessible to vessels of 1,500 tonnes.

(2) The description of the work to be done in implementation of the present Convention, and its separation from the work concerning the electricity generating stations are dealt with in annex 1 to this Convention.

(3) The work shall take account of electricity, agricultural, fisheries, hydrological and tourism requirements and shall be carried out in such a way that the harmony of the sites is respected as far as possible.

Article 2

(1) In carrying out the improvement described in article 1, close cooperation shall be established between the National Navigation Services in their respective sectors, and the Company referred to in Chapter II. The terms of this cooperation, which shall be estab-

lished at minimum cost to both the Company and the National Navigation Services, shall be as follows:

(2) The Navigation Services shall draw up plans, acquire the necessary land, conduct public inquiries and complete expropriation procedures, invite tenders for work and supplies and examine the bids received, conclude contracts and supervise their implementation allowing for any changes which may prove necessary, take delivery of the completed works, follow arbitration and dispute procedures and, in general, take any measures which may prove necessary for the completion of the undertaking. They shall take account of the competence of the Company as defined below:

(3) The Company shall:

(a) On the proposal of the Navigation Services and within the limits of its financial resources, draw up programmes of work and determine the funding necessary each year to carry them out; it shall procure funding and provide the Navigation Services with the necessary resources;

(b) Approve contracts and undertakings in respect of other obligations for which it has not issued general or special authorizations to the Navigation services;

(c) Examine all statements of expenditures submitted by the Navigation Services and make payments in cases where it has not authorized Navigation Services to make payments directly, for the performance of work, supervised work, and recurring or minor work or materials. In such cases, the Company shall make available to them all the necessary resources. It may ask for their assistance in performing its accounting duties.

(4) The Company shall be authorized to require the competent officials of Navigation Services to provide it with all documentary and first-hand information on the status of projects and the progress of work.

(5) In addition, the Navigation Services shall obtain the agreement of the Company on:

(a) The project as a whole;

(b) The specific projects for each of the structures;

(c) The purchase or temporary occupation of land;

(d) Standard tender-invitation documents and, to the extent deemed necessary by the Company, derogations, tender invitation procedures and, where applicable, the list of entrepreneurs or suppliers to be consulted;

(e) Major changes to the project which may become necessary in the course of the work.

(6) The representatives of the Company, in conjunction with those of the Navigation Services, shall take delivery of the completed works.

(7) The Company shall be kept informed of any arbitration or dispute proceedings and shall participate in them in cases relating to matters of fundamental importance or having major financial implications.

(8) The details of cooperation between the Navigation Services and the Company shall be established in specific agreements between the Company and each of the Admin-

istration's concern. The Contracting States shall use their influence to ensure that such agreements are concluded as soon as possible after the establishment of the Company.

Article 3

(1) The Navigation Services of Contracting States, as part of the work entrusted to them, shall, at the expense of the Company and for the benefit of the State concerned, purchase land necessary for the construction project outside the bed of the Moselle, together with the rights pertaining to such land. Where expropriation is necessary, it shall be performed by the Contracting States, each within its own territory.

(2) The Navigation Services shall authorize the execution of the works on land managed by them bordering the Moselle and the submersion of such land, without special compensation.

(3) The Contracting States shall declare the work of canalizing the Moselle to be in the public interest and urgent.

(4) The materials necessary for the work shall be extracted without royalty from the public lands of the Moselle under the authority of the Navigation Services referred to in article 2, subject to the authorization of such Services.

Article 4

The projects shall be prepared and the work completed in the shortest possible time.

Article 5

For the conclusion of contracts, invitations to tender shall normally be issued, in accordance with the procedures followed by each of the Administrations concerned. Invitations shall be issued to the enterprises of Contracting States, with due regard to the rights accorded to third countries under existing international conventions. Action shall be taken on those bids which appear to be the most acceptable from the technical and financial standpoints. Bearing in mind these conditions, the work and orders shall, as far as possible, be distributed among enterprises of Contracting States to keep expenditures of foreign exchange to a minimum.

Article 6

Upon completion of the waterway and subject to the financial conditions set out in article 19 below, each of the Contracting States shall operate, maintain and renew the section situated in its territory, to ensure that it conforms to the provisions of article 1 above at all times.

Article 7

The construction of electricity generating stations and the use of hydroelectric power from the Moselle shall be the exclusive prerogative of each of the Contracting States within its own territory.

CHAPTER II. THE INTERNATIONAL COMPANY OF THE MOSELLE

Article 8

The Contracting States have agreed to entrust the financing of the work provided for in article 1 and the tasks described in article 2 to a company, to be known as the International Company of the Moselle, hereinafter referred to as “the Company”.

Article 9

(1) The Company shall be a limited liability company incorporated in Germany (G.m.b.H.). The regulations of the Company shall be established by the provisions of this Convention, by its statutes and, in addition, by the provisions of German law relating to limited liability companies.

(2) If, after the entry into force of this Convention, amendments are made to German company law which affect the rights of the partners, the Government of the Federal Republic of Germany shall take all steps to safeguard those rights.

(3) The statutes of the Company are annexed to this Convention (annex II). The statutes may be modified by a unanimous decision of the General Assembly.

Article 10

(1) The partners shall be the Federal Republic of Germany, the French Republic and the Grand Duchy of Luxembourg. Regional and local communities may also be partners.

(2) The Company's share capital shall be DM 102 million, of which 50 million shall be contributed by the German partners, 50 million by the French partners and 2 million by the Luxembourg partners. The application for registration with the German Trade Register may be made as soon as each partner has deposited one twentieth of its contribution. The Company shall be legally constituted after such registration.

Article 11

The Company shall be constituted as soon as possible and not later than one month following the entry into force of the Convention.

Article 12

The management of the Company shall consist of one German and one French manager.

Article 13

The Supervisory Council of the Company shall elect annually from among its members a Chairman and two Vice-Chairmen.

The Chairman and the first Vice-Chairman shall be of different nationalities and each year shall be alternately French and German. The second Vice-Chairman shall be a Luxembourg national.

Article 14

The Contracting States shall consult not later than the opening of the Moselle to deep-draught shipping between Thionville and Coblenz, to determine any changes to be made to the Company after the completion of the work.

CHAPTER III. FINANCING

Article 15

(1) The Contracting States undertake to make available to the Company in good time, by the means provided for in article 17, the sums enabling it to achieve its objective.

(2) The investment required at August 1955 price levels is estimated at DM 370 million. Included in this amount are the overheads of the Company during the construction period, the cost of drawing up plans, preparing projects and supervising and regulating work, and the actual costs of operating, maintaining and renewing structures during the period between their acceptance and the first commercial voyage between Coblenz and Thionville, even if those tasks were performed by the Navigation Services of Contracting States. The total investment does not include the overheads of the Navigation Services, including those arising out of the use of permanent staff of the Navigation Services for the execution of the project. Toll revenues received prior to the first commercial voyage between Coblenz and Thionville shall be credited to the investment account.

(3) On the basis of the assessment referred to in paragraph (2), the German, French and Luxembourg contributions shall be respectively DM 120 million, DM 248 million and DM 2 million. Expenditures in excess of DM 370 million shall be covered by additional German and French payments in the ratio of 120 to 250.

Article 16

The contributions of the Federal Republic of Germany and the French Republic for non-navigational purposes shall consist of the following non-reimbursable amounts:

Federal Republic of Germany:	DM 70 million
French Republic:	DM 10 million

Article 17

(1) The Contracting States shall discharge the financial obligations described in article 15:

(a) By subscribing to the share capital as provided in article 10 (remunerated and redeemable in accordance with the provisions of articles 20 and 50),

(b) By the contributions provided for in article 16,

(c) By loans to the Company (interest bearing and redeemable in accordance with the provisions of articles 20 and 50),

(d) By guaranteeing any loan issues of the Company. The sums necessary for servicing the interest and repayment of such loans shall be made available to the Company by the guarantor State in good time and in an appropriate currency. The Company and its partners, with the exception of the guarantor State, may not, as a result of such loans, be held liable for financial obligations exceeding those arising out of this Convention.

(2) Until the entry into effect of the machinery provided for in article 50, each Contracting State shall remain liable for remuneration of capital invested and of any loans guaranteed by it, in accordance with paragraph (1).

Article 18

(1) The Contracting States shall make available to the Company on request, as and when needed, the necessary funding in the following order:

(a) Firstly, the Company shall call for the share capital in amounts proportional to each partner's participation;

(b) When the share capital has been fully used, up to a total investment of DM 370 million, the Company shall call for French non-repayable contributions and loans up to a value of DM 198 million and non-reimbursable German contributions up to a value of DM 70 million in the ratio of 198 to 70. It is understood that French payments up to a value of DM 10 million shall correspond to the non-reimbursable contribution of the French Republic as defined in article 16 and that any additional payments shall be in the form of loans;

(c) If the total invested exceeds DM 370 million, each additional German and French payment shall be in the ratio of 120 to 250.

(2) Any amounts arising out of loans described in article 17 (d) shall be accepted in place of payments from the guarantor State.

(3) Any costs to the Company arising out of payments in arrears shall be borne by the State responsible, notwithstanding the obligations of that State under the foregoing paragraphs.

Article 19

(1) From the total tolls paid to the Company in accordance with the provisions of article 2 6, the Company shall deduct the amounts necessary to cover the following expenditures in the order below:

- (a) Actual toll collection costs;
- (b) Company operating costs;
- (c) Costs of lock personnel and personnel at dams not in the vicinity of locks;
- (d) Annual maintenance and renewal charge set at the flat rate of DM 1,900,000 (1 August 1955 value). Contributions to this annual charge shall be assessed on the basis of the number of kilometres of river bank affected by canalization in each State, namely:

Federal Republic of Germany:	<u>448</u>
	540

French Republic:	<u>55</u>
	540

Grand Duchy of Luxembourg:	<u>37</u>
	540

The sums arrived at by this assessment shall vary each year on the basis of the average index of the cost of construction in each of the States concerned for the year in question.

(2) Where the total tolls levied in any one year are inadequate to cover the deductions stipulated in paragraph (1), the sums necessary to meet that year's expenditures shall be deducted, as a matter of priority, from the total tolls levied in subsequent years.

(3) The provisions of paragraph (2) shall apply to the expenditures described in paragraph (1) for the period between the first commercial voyage (art. 50, para. 1) and 31 December of the same year.

Article 20

(1) Toll revenues in excess of the sums needed for the purposes described in article 19 shall be allocated by the Company to the following uses in the order given below:

- (a) Payment of interest on outstanding loans at an annual rate of 5%;
- (b) Repayment of loans at a constant annual rate of 5.5% of their total value, including interest;
- (c) Return on share capital at an annual rate of 3%;
- (d) Repayment of loans up to full redemption;
- (e) Repayment of share capital.

(2) If the payments provided for in paragraph (1) cannot be made or can only partially be made, the payment of the interest provided for in paragraph (1) (a), of the annual instalments provided for in paragraph (1) (b) and the return on capital provided for in paragraph (1) (c) shall be deferred until such time as the Company has the necessary toll revenues.

Article 21

After the opening of the waterway, the Company shall establish a reserve in an amount up to the equivalent of its annual overheads. The amounts necessary for the establishment of this reserve shall also be deducted from the total tolls.

CHAPTER IV. TOLLS

Article 22

The principles concerning tolls shall be the following:

(a) On the Moselle, between Thionville and Coblenz, the toll rates per tonne/kilometre for each type of cargo and the percentages of revenues from special tariffs in relation to total revenues shall be of the same order of magnitude as on the Main and Neckar, bearing in mind the economic characteristics of the traffic; the structure of tariffs and the conditions for their application shall also be the same;

(b) In accordance with the declarations of the Federal Government, any variations in tolls on the Main and Neckar:

Shall, on the one hand, maintain the tolls applicable to Class VI and to Class I in a ratio of between 1:2 and 1:4;

Secondly, shall ensure that the differences between tolls for successive classes are as uniform as possible. Any exceptions shall not exceed 10% of the rates normally resulting from the application of this rule;

Finally, in the case of special tariffs, shall involve reductions of not more than 50% of the normal rates for the class in question;

(c) On the Moselle, passenger fares shall be of the same order of magnitude as on the Main and Neckar.

Article 23

The basic tariffs per tonne/kilometre as at 1 July 1956 for the Moselle between Thionville and Coblentz (confluence with the Rhine) shall be as follows:

1. Regular tariffs

Class I	0.90	Dpf
Class II	0.80	Dpf
Class III	0.65	Dpf
Class IV	0.50	Dpf
Class V	0.40	Dpf
Class VI	0.275	Dpf

2. Special tariffs

(a) Class V

Gypsum, plaster (326)	0.325	Dpf
Stone (750-754)	0.20	Dpf
Cement (830)	0.285	Dpf

(b) Class VI

Bimskies (sand or gravel) (224, 227)	0.225	Dpf
Soil, gravel, sand (223-227)	0.20	Dpf
Ore sand residues (233-243)	0.20	Dpf
Mine timbers (380)	0.175	Dpf
Fertilizers (112)	0.20	Dpf
Solid mineral fuels (82, 83, 464-466, 758, 759)	0.25	Dpf
Clay (781)	0.25	Dpf
Salt (684)	0.225	Dpf
Slag and dross (704-708)	0.25	Dpf
Scrap (717)	0.20	Dpf
Grit and paving materials (755)	0.20	Dpf

The distribution of goods among the six classes shall be in accordance with the:

“Six-class table of goods for toll rates for navigation and rafting on the waterways of the Federal Republic”; (Sechsklassiges Güterverzeichnis zu den Tarifen für die Schifffahrt und Flössereiabgaben auf den Bundeswasserstrassen) in effect on 1 July 1956.

Article 24

(1) The introduction of goods tariffs shall coincide with the opening of the canalized Moselle to deep-draught shipping upstream of the Coblentz reach, which shall entail the elimination of special tolls at the Coblentz lock.

Tariffs shall be calculated on the basis of the following data for the year preceding the date of introduction and for each of the classes from I to VI (goods subject to the regular tariff or to a special tariff):

- (a) The total tolls levied on the Main below Aschaffenburg P
- (b) The total tolls levied on the Neckar p
- (c) The number of tonne/kilometres for goods traffic on the Main, below Aschaffenburg TK

(d) The number of tonne/kilometres for goods traffic on the Neckar Tk and, for each class, the following ratio shall be calculated:

$$\frac{P + p}{TK + tk} = R$$

The ratios R I, R II, R III, etc. thus obtained shall be compared with the same ratios r I, r II, r III, etc. for 1955, the respective values of which are as follows:

r I	=	0,896 Pf/Tkm
r II	=	0,756 -
r III	=	0,634 -
r IV	=	0,500 -
r V	=	0,377 -
r VI	=	0,237 -

If for any category the ratio R:r is less than 0.90 or more than 1.10, the toll rates on the Moselle for goods of that category (regular and special tariffs) shall be equal to the basic rates listed in article 23 above, multiplied respectively by the coefficients:

$$\frac{R I}{r I}, \frac{R II}{r II}, \frac{R III}{r III}, \text{ etc...}$$

(2) The rates may be changed on 1 July of each year (N) by making the calculation for year N - 1 in relation to year N - 2 for coefficients R and proceeding in the same way as at the time of introduction.

(3) The toll rates may in all cases and at any time be amended by agreement between the Governments of the three contracting States. Such agreement must be reached when article 38 below is to be applied.

Article 25

(1) Tolls shall be levied by the Contracting States in the manner most convenient for shipping.

(2) Payment shall be made in one instalment in the currency of the country of the first lock encountered. If the first lock encountered is part of a structure standing on the territory of two States, the user may choose the currency of either State.

Article 26

The total tolls levied in the course of a year shall be handed over to the Company which shall distribute them not later than 1 March of the following year, in accordance with the provisions of articles 19 and 20.

Article 27

The following shall be exempted from tolls:

- (a) Transport between two successive locks;
- (b) Transport in small vessels of less than 15 tonnes;
- (c) Transport connected with the construction or maintenance of the channel or navigational installations.

CHAPTER V. NAVIGATION REGIME AND MOSELLE COMMISSION

A. Navigation regime

Article 28

The following provisions shall apply to transboundary transport on the Moselle from its confluence with the Rhine as far as Metz.

Article 29

(1) In international traffic as defined in article 28 above, navigation on the Moselle, whether upstream or downstream, shall be open to vessels of all nations for the towing and transport of goods and passengers, subject to compliance with the provisions of this Convention and with the measures prescribed for the maintenance of general safety, and with such conditions as the Contracting States may see fit to introduce by mutual agreement.

(2) The harbours and handling facilities which are public or are open to public use on the reach of the Moselle referred to in article 28 shall be made available to navigators on identical terms, regardless of their nationality.

Article 30

In the event of a change to the existing regime for the Rhine, the Contracting States shall consult with a view to extending to the Moselle the new regime applicable on the Rhine, amended as necessary.

Article 31

The Customs regime applicable to navigation on the Moselle shall be governed by the following rules:

(1) The following shall be applicable *mutatis mutandis*:

(a) The Customs provisions of the revised Convention relating to the Navigation of the Rhine, signed at Mannheim on 17 October 1868, including the subsequent changes and amendments;

(b) The provisions of the regulations relating to the Customs sealing of vessels on the Rhine;

(c) The provisions of the agreement between the Rhine river States and Belgium of 15 May 1952, concerning the Customs and fiscal regime for fuel oil consumed as ships' provisions in navigation on the Rhine; the application, *mutatis mutandis* of the provisions of this agreement with regard to the Moselle may be denounced by any of the Contracting States under the conditions set forth in article 6 of the agreement.

(2) In the event of any amendment of the above-mentioned provisions after 1 January 1956, the application of the amended provisions on the Moselle shall be subject to the approval of the Moselle Commission described in Chapter V, B.

(3) The Contracting States shall authorize the widest possible use on the Moselle of Customs documents identical to those used for navigation of the Rhine.

Article 32

(1) The regulations applicable on the Rhine on 1 January 1956 concerning passports, the police, health, social security, vessel inspections and minimum manning shall be applicable on the Moselle, subject to any modifications or amendments decided on by the Moselle Commission.

(2) Amendments made after 1 January 1956 to the Rhine regulations referred to in paragraph (1) may be extended to the Moselle only after a decision by the Moselle Commission determining any extension arrangements which may be necessary to take account of the special characteristics of the Moselle.

(3) Such arrangements shall also facilitate local transport performed by vessels of less than 400 tonnes.

Article 33

(1) There shall be no mandatory pilot service on the Moselle.

(2) The conditions for the issuing of masters' certificates shall be determined by the Moselle Commission. Unless the Commission decides otherwise, Rhine masters' certificates shall be valid on the Moselle.

Article 34

(1) Tribunals to deal with the cases referred to in article 35 below shall be set up at suitable locations on or close to the Moselle and to the extent that each Government deems necessary.

(2) The three Governments shall communicate to each other information concerning the establishment of tribunals for navigation of the Moselle in their territory, and of any changes in the number, seat and competence of such tribunals.

(3) The tribunals shall have the same procedures as the tribunals for navigation of the Rhine, as laid down in articles 32 to 40 of the revised Convention for the Navigation of the Rhine.

(4) The parties may appeal to the Supreme Court of the country in which a judgement has been rendered, or to the Appeals Committee of the Moselle Commission. The Appeals Committee shall consist of three members. The Governments of the Contracting States shall appoint a judge or professor of law from among their nationals as member and alternate member, each for a term of four years. The appointees shall perform their duties with complete independence and shall not be bound by any instructions. They may not be dismissed against their will during their term of office. They may not deal with a case with which they have been seized elsewhere or in which they have a personal interest. The Appeals Committee shall sit at the place of the seat of the Moselle Commission. It shall set out its procedures in regulations which must be approved by the Governments of the Contracting States.

Article 35

The tribunals for the navigation of the Moselle shall be competent:

(1) In criminal cases, to investigate and judge all offences relating to navigation and the river police.

(2) In civil cases, to make summary rulings on disputes concerning:

- (a) The payment and amount of tolls, crantage, port dues and berthage;
- (b) Damage caused by the manoeuvring of vessels when under way or berthing.

Article 36

(1) The Contracting States shall maintain in good condition that part of the Moselle waterway situated within their borders and shall take all necessary measures to enable navigation to take place in the best possible conditions. In particular, the river States shall be responsible for marking the channel and for maintaining warning signals.

(2) The Moselle Commission shall take all decisions and make all recommendations necessary to ensure the proper implementation of the provisions of this article.

Article 37

(1) Each Contracting State shall submit in good time to the Moselle Commission a general description of the structures and works which it intends to undertake or to have undertaken in the bed of the Moselle, on its banks or above the channel.

(2) The Commission shall determine whether the execution of the intended works safeguards the interests of navigation arising out of this Convention. If such is not the case, it shall invite the Government concerned to have the plans amended and to submit new proposals.

Article 38

The provisions of article 3 of the revised Convention for the Navigation of the Rhine and of the final protocol annexed to that Convention shall be valid for those reaches of the Moselle to which the present Convention applies.

B. Moselle Commission

Article 39

(1) Not later than one year prior to the date fixed for the opening of the Moselle to deep-draught navigation, a commission consisting of delegates of each of the three riparian States shall be set up and shall be known as the Moselle Commission.

(2) The seat of the Commission shall be at Trèves.

Article 40

(1) The functions of the Commission shall be as follows:

(a) The Commission shall determine for the Thionville-Coblentz section the arrangements for tolls (nomenclature, rates, etc.) and the procedure for levying them in accordance with the provisions of this Convention;

(b) The Commission shall perform the functions provided for in the chapter concerning the regime for navigation of the Moselle;

(c) In general, the Commission shall see to it that the prosperity of navigation on the Moselle is maintained to the highest degree.

(2) Governments shall provide the Commission with all the resources necessary for the proper performance of its functions.

Article 41

(1) Each riparian State shall designate two delegates.

(2) The Chairman of the Commission shall be elected from among the delegates for one year by a majority vote. The Chairmanship shall be held by each of the three States in succession.

(3) The Commission shall establish its own rules of procedure.

Article 42

(1) Each of the riparian Governments shall defray the expenses of its delegates.

(2) The Commission shall fix the budget for its overheads in advance for the following year and the riparian States shall contribute the necessary resources in equal proportions.

Article 43

The Moselle Commission shall hold two sessions yearly. Special sessions may be held on the proposal of one of the three riparian States. The Commission shall report annually on its activities and on navigation on the Moselle.

Article 44

Decisions of the Commission shall be taken unanimously by the delegates present or represented.

CHAPTER VI. GENERAL PROVISIONS

Article 45

The administrative authorities shall apply national laws and regulations in such a way as to facilitate the work of canalizing the Moselle as far as possible.

Article 46

(1) The undertaking shall not be treated more severely from the fiscal point of view than if the work was being performed directly by the authorities of the Contracting States.

(2) Accordingly, to the extent that the Company complies with its mandate, it shall be exempted in particular from:

(a) Taxes attaching, or which may attach, to the formation, increase in capital, extension, dissolution and division of companies, as well as those which might arise out of loans granted by the Contracting States or the investment of capital in its permanent establishments;

(b) Charges applicable to purchases of premises necessary for its operations, excluding those intended for the personal use of its officials and employees; however, the German fiscal authorities reserve the right to levy tax on acquisitions of buildings (Grunderwerbsteuer);

(c) Taxes applicable to company profits and those applicable specifically to industrial and commercial enterprises;

(d) Taxes, other than those constituting payment for services rendered, on income from buildings and the occupation of buildings belonging to it or of which it has the use, with the exception of those intended for the personal use of its officials and employees;

(e) Turnover taxes where such taxes apply to transactions between the Company and the administrations of the Contracting States under this Convention;

(f) Wealth taxes, with the exception of those applicable to buildings intended for the personal use of its officials and employees;

(g) Taxes on the issue and distribution of share certificates representing its capital or on bonds issued by it, where such taxes would be borne by the Company or the Contracting States.

Article 47

(1) Plant and equipment, including spare parts, to be used in carrying out the canalization work shall, on importation into the using State, be temporarily exempted from all duties and taxes levied by the Customs authorities, with the exception of taxes on services rendered. However, the Government of each contracting State shall reserve the right to apply its national legislation to temporary franchises held by contractors domiciled in its own territory.

(2) No economic obstacles shall be placed in the way of the importation, exportation or re-exportation of items referred to in paragraph (1), provided that such operations are performed in connection with the work provided for in this Convention.

(3) The Contracting States shall take all inspection measures which they deem necessary on the importation or exportation of items referred to in paragraph (1).

(4) If the items referred to in paragraph (1) are used for purposes other than the execution of the work in question or are transferred to third parties free of charge or against payment, the duties and taxes from which such plant, equipment and spare parts have been exempted may be recovered by the exempting State, notwithstanding any penalties which may be imposed in cases of fraud.

Article 48

In accordance with the Convention on Belgium-Luxembourg Economic Union, of 25 June 1921, the Luxembourg Government shall take the necessary steps to obtain, where applicable, the agreement of the competent authorities of the Kingdom of Belgium with regard to the provisions of this Convention concerning the Customs regime.

Article 49

With regard to social security, the officials of the Company may, on the basis of the arrangements approved by the competent authorities of the Contracting States, choose between the legislation of their place of work and that of their country of origin, or be covered by a scheme proposed by the Company.

Article 50

(1) 1 January of the year following the date of the first commercial voyage between Coblentz and Thionville shall be the starting date for the toll distribution mechanism provided for in articles 19, 20 and 26.

(2) That same date shall be the starting point for calculation of the interest on share capital and of interest on, and repayment of, the loans granted before that date, as provided for in article 20.

(3) In the case of loans granted after that date, the calculation of interest on, and the repayment of, such loans, as defined in article 20, shall begin on the date on which they were actually granted.

(4) The first distribution of tolls shall take place not later than 1 March of the year following the year referred to in paragraph (1). It shall include all tolls levied from the opening of the Moselle to deep-draught navigation on the Coblenz-Thionville sector up to 31 December of the year referred to in paragraph (1), and shall be allocated to the charges for that year.

Article 51

The Contracting States shall take the necessary measures to ensure that authorizations are given for conversion of the Company's resources into one of the currencies of the said States, in so far as such conversions are necessary for the performance of its functions, together with authorizations for the conversion of toll revenues into one of such currencies, to the extent that such conversions may be necessary for the distribution of tolls in accordance with the provisions of this Convention.

Article 52

The French Republic shall, at its own expense and as expediently as possible, carry out the works to render the Moselle accessible to vessels of 1,500 tonnes between Thionville and Metz.

Article 53

Each of the Contracting States shall take the necessary measures within its own jurisdiction to provide the official authorizations required for the execution of the project. Such authorizations shall be given in accordance with the law applicable in each State.

Article 54

The Contracting States undertake to ensure that no measure is taken which may seriously impair the production of hydroelectric power and in particular that the waters of the Moselle and its tributaries are not diverted to any other river basin.

Article 55

The Contracting States shall take the necessary measures to protect the waters of the Moselle and its tributaries against pollution and the competent services of the said States shall cooperate with each other for that purpose.

Article 56

The Governments of the Contracting States shall settle by mutual agreement and on a bilateral or multilateral basis questions arising out of the legal status of sections of the Moselle forming the frontier between the Grand Duchy of Luxembourg and the Federal Republic of Germany and/or the French Republic respectively, as that status is defined by existing international conventions, particularly with regard to questions concerning the building of structures, the operation, maintenance and repair of such structures and of the navigable waterway, the use of water resources and the competence of the tribunals referred to in articles 34 et seq.

CHAPTER VII. SETTLEMENT OF DISPUTES

Article 57

Disputes between Contracting States regarding the interpretation or application of this Convention shall as far as possible be settled by mutual agreement.

Article 58

Any dispute which cannot be settled in this way within three months shall be submitted to an arbitration tribunal at the request of one of the Contracting States.

Article 59

(1) The arbitration tribunal shall be constituted in each case as follows: each of the parties to the dispute shall appoint one arbitrator and the arbitrators shall, by mutual agreement, designate a referee from a third State. If the arbitrators and referee have not been appointed within three months after one of the Contracting States has made known its intention to submit the matter to the arbitration tribunal, each party may, in the absence of any other agreement, request the President of the International Court of Justice to make the necessary appointments. If the President is a national of one of the Contracting States or is prevented from acting for any other reason, the Vice-President shall make the necessary appointments.

(2) The arbitration tribunal shall take decisions by a majority vote. Where the vote is equally divided, the Chairman shall have the deciding vote. Decisions of the tribunal shall be binding on the parties. The parties to the dispute shall each bear the cost of the arbitrator appointed by them and shall share the other costs equally. In other respects, the arbitration tribunal shall determine its own procedure.

Article 60

If, during the construction of the canal, a dispute cannot be settled within one month, and if the parties to the dispute agree to have recourse to an emergency procedure, the dispute shall be submitted to the arbitration of a single expert from a third country, chosen by

mutual agreement between the parties. If no expert has been appointed within one month after one of the parties has made known its intention of invoking the emergency procedure, each party may request the President of the International Court of Justice to appoint an expert.

Article 61

(1) Any of the Contracting States may intercede in a dispute between the two other parties if it can show that it has an interest in the settlement of the dispute. Such intercession may have no purpose other than to support the claims of one of the parties.

(2) In the cases referred to in article 58, such intercession shall not alter the original composition of the tribunal as laid down in article 59.

Article 62

This Convention and its two annexes shall enter into force on the date of the exchange of the instruments of ratification.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries have appended their signatures to the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done at Luxembourg, on 27 October 1956, in three copies, each drafted in French and German, both texts being equally authentic.

For the French Republic:

CHRISTIAN PINEAU

For the Federal Republic of Germany:

HEINRICH VON BRENTANO

For the Grand Duchy of Luxembourg:

JOSEPH BECH

ANNEX I. DESCRIPTION OF WORKS FALLING WITHIN THE SCOPE OF THIS
CONVENTION DEMARCATION BETWEEN SUCH WORKS AND THOSE CON-
CERNING ELECTRIC POWER STATIONS

Article 1

The work of improving the Moselle includes the works necessary to ensure the virtual year-round movement of vessels of 1,500 tonnes between Thionville (km 270.781) and Coblenz (confluence with the Rhine), namely:

(A) Thirteen dams situated at Lehmen, Müden, Fankel, St. Aldegund, Enkirch, Zeltin-
gen, Wintrich, Detzem, Trèves, Grevenmacher, Palzem, Apach and Königsmacher;

(B) Locks situated directly below the above-mentioned dams, and at Coblenz. In the
case of Detzem and Königsmacher, the locks will be situated on lateral canals. All the locks
will have working dimensions of 165 m long and 12 m wide. Provisions shall be made for
the installation of a second lock beside each of the locks for the 13 dams mentioned in A;

(C) Upstream and downstream of the locks, sufficient basins to handle a traffic flow
of approximately 10 million tonnes annually. These basins shall be constructed from the
outset with the final dimensions necessitated by the second lock;

(D) The creation by dredging and clearing of a channel having a depth of 2 m 50 below
the hydrostatic water-level and a length of at least 40 m;

(E) Lateral canals of about 1 km in length at Detzem and at Königsmacher;

(F) Five ports of refuge, four in Germany and one in France. These ports shall be de-
signed to accommodate vessels navigating on the Moselle in the event of ice or high water
levels;

(G) All works to improve existing structures recognized as necessary to allow the nor-
mal passage of vessels;

(H) Cradle locks where they are considered necessary;

(I) A fish ladder at each dam;

(K) All ancillary installations such as channel markers, lighting for locks and basins
and light signals and the installation of loudspeakers at locks, as well as telephone facilities
wherever necessary for safety and the proper operation of shipping;¹

(L) The buildings necessary for operation and for the housing of operational staff;

(M) The measures necessary to avoid damage resulting from the works, or to compen-
sate for it.

Article 2

The works shall also include the preparatory works, namely:

Setting up the works service;

Drawing up plans and charts;

1. There is no paragraph J.

Sounding;
Drawing up general and structural plans;
Completion of all necessary administrative formalities;
Purchase of land, if necessary by expropriation.

Article 3

If a hydroelectric power station is situated next to the dam that is to be built, the plans shall indicate the boundary between the two structures, so that the dam can be constructed independently of the power station.

Article 4

The choice of types of installation, of construction methods and of the specifications of dam closures and lock gates shall be such as to ensure safety of operation and ease of maintenance, preserve the harmony of sites on the Moselle and keep costs to a minimum.

Article 5

If an electric power station is to be constructed by an enterprise which is simultaneously building the dam or associated lock, the general site overheads shall be equitably distributed between the two main contractors.

Done at Luxembourg on 17 October 1956 in three copies, each drafted in French and German, both texts being equally authentic.

For the French Republic:

CHRISTIAN PINEAU

For the Federal Republic of Germany:

HEINRICH VON BRENTANO

For the Grand Duchy of Luxembourg:

JOSEPH BECH

ANNEX II. STATUTES OF THE INTERNATIONAL COMPANY OF THE MOSELLE
(G.M.B.H)

I. GENERAL PROVISIONS

Article 1. Name

The Company shall be called the “International Company of the Moselle” (G.m.b.H.).

Article 2. Headquarters

The headquarters of the Company shall be at Trèves.

Article 3. Purpose of the Company

The purpose of the Company shall be the financing and execution, in cooperation with the National Navigation Services, of the improvement of the Moselle between Thionville and Coblenz to allow passage of vessels of 1,500 tonnes in accordance with the Convention dated 27 October 1956 between the French Republic, the Federal Republic of Germany and the Grand Duchy of Luxembourg.

Article 4. Notices

The notices of the Company shall be published: For the French Republic, in the Journal Officiel, for the Federal Republic of Germany, in Bundesanzeiger, and for the Grand Duchy of Luxembourg, in Mémorial.

II. SHARE CAPITAL -- HOLDINGS AND SHARES

Article 5. Capital and holdings of partners

1. The Company's share capital shall be DM 102 million.
2. The holdings of partners in the share capital shall be as follows:
 1. Federal Republic of Germany DM 50 million
 2. French Republic DM 50 million
 3. Grand Duchy of Luxembourg DM 2 million

Article 6. Value of shares

The holdings referred to in article 5 shall consist of independent and transferable shares each with a nominal value of DM 10,000.

Article 7. Transfer of shares

The transfer of shares shall be subject to the unanimous agreement of the General Assembly.

III. ORGANIZATION OF THE COMPANY

Article 8. Organs of the Company

The organs of the Company shall be:

- (a) The Management
- (b) The Supervisory Board
- (c) The General Assembly

MANAGEMENT

Article 9. Number of Managers

Two managers shall be appointed, one by the French partners and the other by the German partners.

Article 10. Administration

- (1) The Supervisory Board may provide the managers with rules of procedure.
- (2) The managers shall jointly manage the Company. Their decisions shall be unanimous. In the event of a delegation of authority, any decision shall require the agreement of one French and one German representative. Decisions directly affecting Luxembourg territory shall, in addition, require the agreement of a Luxembourg representative.
- (3) Minor routine matters shall generally be entrusted to “prokurist” or signing clerks.
- (4) The managers shall, at the request of one of them, take rapid decisions on matters within their competence. If no agreement is possible the matter shall, at the request of one of them, be referred to the Supervisory Board.
- (5) The managers shall submit the following matters to the Supervisory Board for prior approval:
 - (a) Preparation, with all necessary justifications, the programme of annual expenditures and the requisite funding;
 - (b) Granting of the agreement of the Company in the cases referred to in article 2 (3) (a) and (5) (a), (b) and (e) of the Convention of 27 October 1956;
 - (c) Granting of the Company's approval in the cases referred to in article 2, (3) (b) of the Convention of 27 October 1956, where each of the commitments arising exceeds DM 700,000;

(d) Granting of the Company's approval in the cases referred to in article 2, (5) (c) of the Convention of 27 October 1956, where each of the commitments arising exceeds DM 200,000;

(e) Loans for terms of more than two years, and other loans exceeding DM 300,000, with the exception of loans contracted under the general funding plan approved by the Supervisory Board;

(f) Recruitment and dismissal of officials having gross monthly salaries of more than DM 1,500 or having guarantees of employment for more than three years;

(g) Payment of deposits, or undertaking of guarantees or commitments on bills;

(h) Payment of pensions and gratuities;

(i) Assumption of associated functions or of an ancillary professional activity by managers, prokurist or signing clerks;

(j) Acquisition or transfer of shares in other enterprises or associations of interest;

(k) Matters and measures which must be approved by the Supervisory Board.

(6) The Supervisory Board may give a general agreement for certain types of matter.

(7) The Supervisory Board shall, on the proposal of the managers, decide on calls for contributions to share capital and the appointment of prokurist and signing clerks.

(8) The provisions of article 95, paragraph 5, of the German Act on Limited Liability Companies shall not apply to the Supervisory Board.

Article 11. Representation of the Company

(1) The Company shall be represented by the managers acting together or by one manager assisted by a prokurist. No manager, prokurist or signing clerk acting alone may represent the Company.

(2) When the Company is represented by a manager and a prokurist or signing clerk, one must be German and the other French. For decisions directly affecting Luxembourg territory, the agreement of a prokurist of Luxembourg nationality shall also be required.

(3) Where the Company is represented by two prokurist or signing clerks, or by one prokurist and one signing clerk, the rules set forth in (2) above shall also apply.

THE SUPERVISORY BOARD

Article 12. Membership

(1) The Supervisory Board shall comprise 14 members.

(2) The members of the Supervisory Board may at any time resign from their duties. They must give the Chairman of the Supervisory Board at least one month's notice of their intention to resign.

Article 13. Appointments and dismissals

(1) The members of the Supervisory Board shall be appointed by the partners in the ratio of six members by the German partners, six members by the French partners and two members by the Luxembourg partners. The designation of members of the Council by the partners as provided above shall render their appointment valid in the eyes of the Company.

(2) The appointment shall be valid for a period extending up to the end of the General Assembly discharging the management of the Company for the fourth financial year following the appointment, not including the financial year in which the appointment was made. The provisions of article 87, paragraph 3, of the German Act on Limited Liability Companies shall not apply.

(3) In the event of the departure of a member of the Supervisory Board, a new member shall be promptly appointed by the appropriate partners.

(4) If a new member is appointed during the term of the other members of the Supervisory Board, such appointment shall be valid for the remainder of the term of the other members of the Supervisory Board.

(5) Members of the Supervisory Board may be dismissed at any time by the appropriate partners and replaced.

Article 14. Chairman

(1) The Supervisory Board shall elect a Chairman and two Vice-Chairmen each year following the regular General Assembly and under the Chairmanship of the oldest member of the Board.

(2) In the event of the departure of the Chairman or a Vice-Chairman during their term of office, the Supervisory Board shall promptly appoint a replacement.

Article 15. Deliberations and decisions

(1) The Chairman of the Supervisory Board or, in his absence, the Vice-Chairman replacing him shall convene the Board when a manager or member of the Board so requests, stating the reasons and the purpose of the convocation.

(2) The Supervisory Board may take decisions when more than two thirds of its members are present or represented.

(3) Decisions of the Supervisory Board shall be taken by a majority of the two thirds of the members present or represented. Decisions directly affecting the territory of Luxembourg may be taken only with the agreement of the Luxembourg members of the Board.

(4) Decisions of the Supervisory Board may also be taken in writing or by telegram, provided that no member of the Board is opposed to such a procedure.

Article 16. Participation of managers in meetings

Managers may attend meetings of the Supervisory Board in an advisory capacity. They may have items included in the agenda.

Article 17. Representation of members of the Supervisory Board

Members of the Supervisory Board unable to attend a meeting may be represented by a person bearing written authorization, in accordance with the conditions laid down at the time of their appointment. This provision shall not apply to the Chairman of the Board or to the Vice-Chairman replacing him.

Article 18. Adoption of positions and rules of procedure

(1) The adoption of legal positions by the Supervisory Board shall be announced by the Chairman of the Board or, in his absence, by the Vice-Chairman replacing him.

(2) The Supervisory Board may adopt rules of procedure.

THE GENERAL ASSEMBLY

Article 19. Convocation

The General Assembly shall be convened by the managers or by the Supervisory Board.

Article 20. Chairman

(1) The Chairmanship of the General Assembly shall be assumed by the Chairman of the Supervisory Board or in his absence by the first Vice-Chairman or, in his absence, by the second Vice-Chairman. If the second Vice-Chairman is himself unable to assume the Chair, the Chairman of the General Assembly shall be elected from among the members of the Supervisory Board, if any are present.

(2) The Chairman shall prepare the agenda to be considered and determine the voting procedure.

Article 21. Decisions

(1) Decisions of the General Assembly shall require a majority of at least two thirds of the share capital, except in cases where the Convention of 27 October 1956 or the German Act on Limited Liability Companies (G.m.b.H.) stipulate a larger majority. Decisions directly affecting Luxembourg territory may be taken only with the agreement of the Luxembourg partners.

(2) Decisions concerning the discharge of managers and members of the Supervisory Board shall require a majority of at least three quarters of the share capital.

IV. ANNUAL ACCOUNTS

Article 22. Financial year

- (1) The financial year shall begin on 1 January and end on 31 December.
- (2) The first financial year shall end on 31 December 1957.

Article 23. Time limits

During the first five months of the financial year, the accounts for the preceding year shall be prepared and submitted to the Supervisory Board. The General Assembly pronouncing on the accounts for the financial year, the distribution of profits and the discharge of managers and the Supervisory Board, shall be held during the first seven months of the financial year.

V. FINAL PROVISIONS

Article 24. Audit and inspection

(1) The management of the Company shall be audited by a German auditing firm in accordance with the guidelines given to it by mutual agreement between the Governments or the competent authorities of the Federal Republic of Germany, the French Republic and the Grand Duchy of Luxembourg.

(2) The auditor's report shall be submitted simultaneously to the Company, the Governments and the competent authorities of the Federal Republic of Germany, the French Republic and the Grand Duchy of Luxembourg.

(3) The Governments and competent authorities of the Federal Republic of Germany, the French Republic and the Grand Duchy of Luxembourg may, after duly notifying one another, have their officials conduct an inspection of the operation, books and records of the Company.

Article 25

Cost of constituting the Company The costs of constituting the Company shall be borne by the Company.

Article 26. Winding up of the Company

The winding up of the Company by court order (article 61 of the Act concerning G.m.b.H.) or by the authorities (article 62 of the Act concerning G.m.b.H.) shall be precluded.

Article 27. Departure of partners

Partners may not be excluded or withdraw even for grave reasons.

Article 28. Use of the French language

The Statutes, decisions of the General Assemblies, the Supervisory Board and managers, and the notices referred to in article 4 shall if necessary be published in French and in German.

Done at Luxembourg on 27 October 1956, in three copies each prepared in German and French, both texts being equally authentic.

For the French Republic:

CHRISTIAN PINEAU

For the Federal Republic of Germany:

HEINRICH VON BRENTANO

For the Grand Duchy of Luxembourg:

JOSEPH BECH

EXCHANGES OF LETTERS

Ia

*Ministry of Foreign Affairs
French Republic*

Paris, 27 October 1956

Sir,

With reference to the convention concerning the canalization of the Moselle signed to-day, and in particular to article 37 of that convention, I have the honour to propose to you that each of the contracting States should, without waiting for the establishment of the Moselle Commission, adopt regulations to the effect that all works to be constructed in future above the Moselle between Thionville and Koblenz should leave open a navigable lane 40 metres in width and 6 metres in height, the height of 6 metres to be measured from the level of the highest navigable waters.

I should be grateful if you would let me have your agreement to the above proposal.

Please accept, Sir, the assurances of my highest consideration.

CH. PINEAU

His Excellency H. von Brentano
Minister of Foreign Affairs
of the Federal Republic of Germany

IIa

Luxembourg, 27 October 1956

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your communication of 27 October 1956 reading as follows:

[See letter Ia]

I have the honour to inform you of my agreement to the foregoing.

Please accept, Sir, the assurance of my highest consideration.

VON BRENTANO

His Excellency
The Minister of Foreign Affairs
of the French Republic
Mr. Christian Pineau

Ib

*Ministry of Foreign Affairs
French Republic*

Paris, 27 October 1956

Sir,

With reference to the convention concerning the canalization of the Moselle signed to-day, and in particular to article 37 of that convention, I have the honour to propose to you that each of the contracting States should, without waiting for the establishment of the Moselle Commission, adopt regulations to the effect that all works to be constructed in future above the Moselle between Thionville and Koblenz should leave open a navigable lane 40 metres in width and 6 metres in height, the height of 6 metres to be measured from the level of the highest navigable waters.

I should be grateful if you would inform me of your agreement to the above proposal.

Please accept, Sir, the assurances of my highest consideration.

CH. PINEAU

His Excellency Mr. Joseph Bech
President of the Government of the
Grand Duchy of Luxembourg

IIb

Ministry of Foreign Affairs

Luxembourg, 27 October 1956

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your communication of 27 October 1956 reading as follows:

[See letter Ib]

I have the honour to inform you of the agreement of the Government of Luxembourg to the foregoing.

Please accept, Sir, the assurances of my highest consideration.

J. BECH

His Excellency
Mr. Christian Pineau
Minister of Foreign Affairs
of the French Republic

Ic

Sir,

In reply to your question I have the honour to inform you that:

Under German regulations and within the framework of the treaty concerning residence and travel by ship signed today between France and Germany, the employees of Moselkanalisierungs-GmbH and their dependent family members and relatives will not be subject to any restrictions regarding immigration or residence. Under German regulations they will be in a position to import their furniture and their personal possessions free of duty on their first entry into the Federal Republic and to re-export those objects free of duty after completion of their activity in the Federal Republic.

Likewise, the transfer of salaries and wages to the extent necessary to meet family needs will not be subject to any restriction.

Please accept, Sir, the assurance of my highest consideration.

VON BRENTANO

His Excellency
The Minister of Foreign Affairs
of the French Republic
Mr. Christian Pineau

IIc

*Ministry of Foreign Affairs
French Republic*

Paris, 27 October 1956

Sir,

By letter dated 27 October 1956 you were good enough to inform me of the following:

[See letter Ic]

I have the honour to take note of the above assurances.

Please accept, Sir, the assurances of my highest consideration.

CH. PINEAU

His Excellency Mr. von Brentano
Minister of Foreign Affairs
of the Federal Republic of Germany

Id

*Ministry of Foreign Affairs
French Republic*

Paris, 27 October 1956

Sir,

I have the honour to inform you that the French Government will support any requests which the German Federal Government may submit to the European Coal and Steel Community to obtain from that Organization approval of measures benefiting the Saarland which may appear necessary to the Federal Government, in application of Article 67 of the Treaty, following the opening of the Moselle to large vessels.

It is understood that these measures shall not give rise to any financial outlay either for the French Government or for French enterprises.

Please accept, Sir, the assurances of my highest consideration.

CH. PINEAU

His Excellency H. von Brentano
Minister of Foreign Affairs
of the Federal Republic of Germany

IId

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your communication of today's date reading as follows:

[See letter 1d]

I have the honour to take note of your statement.

Please accept, Sir, the assurance of my highest consideration.

VON BRENTANO

His Excellency
The Minister of Foreign Affairs
of the French Republic
Mr. Christian Pineau

ANNEX A

***Ratifications, accessions, subsequent agreements, etc.,
concerning treaties and international agreements
registered in June 2006
with the Secretariat of the United Nations***

ANNEXE A

***Ratifications, adhésions, accords ultérieurs, etc.,
concernant des traités et accords internationaux
enregistrés en juin 2006
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies***

